

Omar Bessaoud

Economiste algérien. Professeur et chercheur à l'Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier (IAM). Montpellier, France.

Février 2023

Habib - Bonjour, Si Omar, on se connaît on ne va pas faire semblant

Omar - Oui, on se connaît, oui.

Habib - Quand on s'est rencontrés, tu étais à l'IAM, à Montpellier et à ma connaissance, tu es le seul, du moins l'un des rares, tu es le seul de ta génération, au moins de notre génération, à travailler sur l'ensemble des pays du Maghreb avec un zoom très particulier sur l'Algérie.

Omar - Parfait. Oui.

Habib - Voilà, c'est un peu ce que je voulais dire à ce stade pour ne pas aller trop loin et je voudrais te demander si tu peux, en trois ou quatre minutes, dire qui tu es, pour toi. Comme ça, si quelqu'un te pose la question.

Omar - Moi, j'ai d'abord une formation d'économiste, formé dans l'université algérienne, j'ai une licence de sciences économiques de l'université d'Alger, puis j'ai poursuivi mes études, un DES dans les années 76, et puis j'ai poursuivi des études politiques en même temps que des études de doctorat. J'ai en fait un parcours assez long avant ma thèse. J'ai travaillé pendant quelques années au premier centre de recherche qui s'est mis en place en économie. C'était le CREA, Centre de Recherche en Economie Appliquée, qui s'est créé en 1975. J'étais chercheur dès cette année 75 avec toute une équipe. Un des noyaux les plus les plus larges travaillant sur l'agriculture, avec Madame Chaulet, Aït Amara, Jean-Claude Karsenty, Rachid Benatig, Slimane Bedrani, Fatma Oussedik et d'autres.

Habib - Slimane Bedrani et Fatma Oussedik qu'on va rencontrer, qu'on va interviewer.

Omar - Une bonne quinzaine de chercheurs qui, à l'époque, ont travaillé sur la question paysanne et agraire. C'était la période encore de transformation agraire liée à la réforme agraire de 1971-72. Grosses enquêtes faites en 75, en 76 et puis suivies d'articles à partir de 1976, 77, des articles sur la réforme agraire et un peu plus tard sur d'autres réformes qui ont suivi.

Habib - Tu es né où ?

Omar - Je suis né dans un endroit où mon père avait été muté, c'est Maghnia, à la frontière algéro-marocaine, à 50 kilomètres de Tlemcen, mais originaire d'une famille Tlemcénienne, de père et de mère, grand-père maternel agriculteur, qui avait des terres dans la région de Mansourah. C'est le Haouz de Tlemcen, juste à l'extérieur des remparts de Tlemcen où je passais mes vacances d'enfance à l'âge de cinq, six, sept ans, puis après l'indépendance,

avant que la ferme ne soit lotie par la suite puisque Tlemcen avait gagné en population urbanisée.

Mais disons que mes études d'économie, c'était l'économie générale, il n'y avait pas de spécialité. Ce n'est qu'au contact d'une mutation dans le cadre du service national dans une région de la petite Kabylie que j'ai été confronté à la question de la paysannerie.

Habib - Alors on va revenir à ta relation avec le monde paysan. Mais d'abord, je vais rester un peu au début, dans la famille, ton grand-père était agriculteur.

Omar - Grand-père maternel.

Habib - Maternel, mais pas ton père, ton père était quoi ?

Omar - Mon père a fait des études jusqu'à pratiquement la seconde ou terminale. Je ne sais plus. En tout cas, il est sorti avec un diplôme de comptable. Il a eu une première profession en tant qu'instituteur, dans la fin des années 20, les années 30. Et puis, à partir de 35, 36, il a travaillé dans la société Lebon, qui était une société de distribution de gaz et d'électricité devenue ensuite l'EGA, Electricité Gaz Algérie, nationalisée en 36. Et puis, après avoir été expulsé pour des motifs politiques, il s'est retrouvé fonctionnaire des chemins de fer algériens, la SNCFA, Société Nationale des Chemins de Fer Algériens à partir des années 40.

Et mon grand-père paternel, c'était une autre histoire. Mon grand-père paternel a fait le Collège Impérial d'Alger fondé au 19^e siècle par Napoléon III pour l'enseignement des indigènes. Il a été jusqu'à la fin de son cursus. Il a été nommé administrateur civil à la fin de son cursus. Il a eu une période africaine à Dakar. Cinq, six ans en tant qu'administrateur et même interprète du roi du Sénégal à l'époque, c'était un lettré. Mon grand-père appartenait à une famille de lettrés, parce que vous savez dans les familles Tlemceniennes, il y a des deux, comme toutes les familles y compris les familles juives, il y avait une partie des enfants qui se consacrait aux fonctions terrestres, l'argent, les fonctions d'avocat, de médecins, de commerçants, et cetera. Et puis une autre partie, c'étaient vraiment les idées, la religion, et des fonctions intellectuelles. Du côté de mon grand-père, c'était plutôt ce côté intellectuel puisque mon grand-père avait fait des études relativement poussées pour l'époque et c'était une exception, celle de la population indigène, et il maîtrisait des langues, voilà, il avait un français parfait et il parlait parfaitement l'arabe.

Habib - Est-ce-que les grands-mères et la maman ont été scolarisées ?

Omar - Non, mes grands-mères n'ont pas été scolarisées. Ma mère a été scolarisée, mais elle a eu trois ou quatre années de scolarisation et après l'école coranique, elle était très portée là-dessus. Mais du côté de mes grands-parents maternels et paternels, en dehors de mon grand-père paternel, mon grand-père maternel également, il avait une culture coranique, une culture plutôt arabo-musulmane. J'ai vécu avec une mère quasiment analphabète, qui a souffert de d'illettrisme et c'est en gros ma mère qui nous a tous suivis. Toute la famille et toute la fratrie, je veux dire ! On a tous fait des études, mais derrière, il y avait la mère. Parce que mon père était militant du mouvement national dès la première heure, les années 30, 40, et j'ai très peu connu mon père puisque les périodes où j'étais enfant et même adolescent, il était souvent en prison ou en résidence surveillée, loin de notre lieu de vie, je ne l'ai pas connu enfant ou même adolescent.

Habib - Et donc c'est la maman qui s'est occupée de vous.

Omar - Ah c'est la maman qui s'est occupée de la scolarisation.

Habib - Elle tenait à l'école.

Omar - Ma mère, mais aussi mon père avec les lettres de prison, il fallait qu'on lui envoie les bulletins scolaires, les résultats scolaires, et cetera et puis, y compris les compositions, il y avait une correspondance. Mon père était très, très, très porté sur l'écriture, il a tenu un journal de sa vie, jusqu'à la fin de sa vie.

Habib - Et tu étais un bon élève ?

Omar - Je peux dire que j'étais un très bon élève même. Non, c'est vrai, j'ai fait une scolarité presque sans faute au lycée. J'avais soit les encouragements, soit les félicitations. J'ai eu le bac avec mention bien. J'étais deuxième de liste au niveau national. Même ma scolarité à la fac. J'étais quasiment major de promo jusqu'à la quatrième année.

Habib - Vous étiez combien de frères et sœurs ?

Omar - Nous étions neuf, neuf, cinq garçons et quatre filles.

Habib - Ils sont tous encore en vie ?

Omar - Non, non, j'ai perdu trois sœurs plus âgées que moi et mon frère aîné. Quasiment tous ont été scolarisés, mais les derniers mieux scolarisés ! Sauf ma grande sœur qui a aujourd'hui 82 ans, a été jusqu'au bac et a occupé des fonctions consulaires.

Habib - Est-ce que tu te rappelles le premier moment où tu as eu un livre dans la main ? A part le Coran, bien sûr.

Omar - Je me rappelle parfaitement.

Habib - Tu peux raconter ?

Omar - Le premier livre, c'est lorsque j'ai eu ma sixième. Lorsque j'ai eu ma sixième on m'a offert un bouquin. Un livre d'aventures qui s'appelait, je m'en rappelle très bien, « Le grizzli », Le grizzli c'était une histoire d'un ours dans la montagne et donc son aventure. Et par hasard j'ai retrouvé ces derniers jours ce livre chez les vendeurs de livres d'occasion à Alger ...

Habib - Les bouquinistes

Omar - Je l'ai retrouvé 50 ou 60 ans après. Je l'ai racheté. J'ai racheté ce livre que j'avais lu quand j'avais dix ans.

Habib - Et tu connais l'histoire par cœur, j'imagine ?

Omar - C'était l'aventure de l'ours qui était chassé, qui protégeait ses enfants des aventuriers ... mais j'ai oublié le nom de l'auteur. Mais j'ai quelque part dans ma bibliothèque ce livre qui m'avait beaucoup, beaucoup marqué. Et après ce livre évidemment il y a eu aussi les livres découverts lors de ma scolarité. Les livres scolaires, à l'époque c'était, au milieu des années 1950, « Vingt Mille Lieues sous les Mers » de Jules Verne, Aladin, tout ça.

Habib - C'est au lycée tout ça ?

Omar - À l'école primaire. Il y avait toutes les fins de semaine des maîtresses ou des maîtres qui nous lisaient des passages de livres et on attendait l'aventure, je veux dire les suites chaque semaine. On attendait les suites de l'aventure de tel ou tel roman qui nous était lu par nos maîtres à l'époque.

Habib - Et quelle était la place de l'arabe dans l'enseignement ?

Omar - Absolument aucune place. Je n'ai pas appris l'arabe, en dehors de l'enseignement coranique, quand j'étais gamin. À l'école, il n'y avait pas d'enseignement de l'arabe. Au lycée aussi parce que je suis rentré au lycée pendant la période coloniale, c'était le français.

Habib - C'est pour ça que je t'ai posé la question

Omar - Je n'ai commencé à apprendre l'arabe qu'en deuxième langue en quatrième du lycée ! Après l'anglais. C'était le français, l'anglais et après l'arabe. La quatrième, en seconde langue ! Et je n'ai passé mon certificat d'étude primaire des collèges algériens qu'à l'âge de 20 ans, quand j'étais au service national. Je l'ai passé avec les adultes, certificat d'études primaires en arabe.

Habib - Tu avais quel âge, 20 ans ?

Omar - J'avais 20 ans. Et ça a été ma grande frustration, c'est à dire d'avoir été privé de la maîtrise de la langue arabe...

Habib - Mais 20 ans, l'Algérie était indépendante.

Omar - L'Algérie était indépendante, mais j'étais dans un lycée français. J'avais commencé dans un lycée français, j'ai terminé au lycée français et où l'arabe n'avait pas sa place.

Habib - Et c'était un choix des parents de te laisser dans un lycée français ?

Omar - C'était un pur hasard. C'est une sixième obtenue en Français et puis le lycée français et c'est comme ça que c'est parti. D'ailleurs, même dans le lycée algérien d'Oran, lycée qu'on appelait Ardaillon, qui est devenu le lycée Ben Badis, l'arabe était une langue apprise. Au lycée français d'Oran toutes les matières étaient enseignées en français. Pour la génération scolarisée, ce qui fut mon cas, dans les lycées français, tout se faisait en français.

Habib - La scolarité primaire et secondaire, c'était dans quelles villes ?

Omar - J'ai commencé en France, à l'école communale. Il se passe que mon père était en prison à l'époque. Il avait été arrêté en novembre 54. Et puis on lui avait promis une libération mais avec une expulsion vers la France et il avait demandé à mon oncle, qui était vivant à l'époque, de nous installer chez une de mes tantes qui habitait à Lyon et donc en 1955, j'avais six ans, je suis parti en France et c'est là-bas que j'ai fait ma scolarité.

Habib - Tu te rappelles dans quelle école, à Lyon ?

Omar - Je me rappelle très bien. Je l'ai même fait visiter à mes enfants, dans la région lyonnaise, c'est Saint Bel, un petit village, pas loin de l'Arbresle, une agglomération à 20 ou 30km de Lyon. C'était l'école communale de Saint Bel, avec des maîtres absolument

admirables qui étaient solidaires de la lutte du peuple algérien. Ils savaient que mon père était en prison et que nous étions des fils de personnes incarcérées pour leur militantisme pour la cause nationale et il y avait un courant de sympathie dans ce village à notre égard. Et puis nous étions des enfants très studieux. Il faut dire qu'à cette époque aussi, on était gamins, jeunes, mais on avait intériorisé la question nationale. C'est-à-dire, on était fiers d'être Algériens, et l'on se faisait un devoir d'être aussi bons à l'école que les Français.

Habib - Pour être Algériens.

Omar - Eh oui, aussi bons. Et c'est vrai, par défi on était parmi les premiers.

Habib - À quel âge tu t'es senti, j'allais dire presque politiquement, algérien ?

Omar - Dès l'enfance.

Habib - Dès que tu as pris conscience des choses

Omar - Dès l'enfance, puisque mon père, sa vie, ça a été l'Algérie. Ça a été l'Algérie, c'est à dire, il a été emprisonné en 49, il a été emprisonné en 51, en 52, en 54, et cetera. Ça a été une vie faite de visites en prison, de parloirs et des choses comme ça. Donc, très jeune, on a eu le sentiment national ...Et puis j'avais un oncle paternel qui était aussi militant de la cause nationale. Il a été assassiné par l'armée française en 57. Il avait 34 ans. C'était un oncle que j'admirais, un peu le deuxième père puisqu'il s'occupait de nous. Il s'occupait de ses neveux et nièces. Et donc voilà, le hasard a fait que j'ai commencé ma scolarité communale en France.

Habib - Tu étais fier d'avoir un père en prison ?

Omar - Ah oui, bien sûr !

Habib - Le fait de savoir qu'il était en prison ...

Omar - On savait pourquoi, il était emprisonné. J'ai ce souvenir que même en classe, je dessinais le drapeau italien parce qu'il avait les couleurs du drapeau algérien (vert-blanc et rouge) ... Le drapeau algérien était interdit mais il avait un drapeau qui ressemblait au drapeau algérien !

A la fin de sa vie, juste avant que mon père ne sombre dans une perte de mémoire avec Alzheimer, Je lui avais demandé un jour dis papa t'engagerais-tu pour l'Algérie comme tu l'as fait... ? Parce qu'il avait laissé des cahiers de prison et je lui ai posé cette question après avoir lu une citation écrite dans un cahier de prison qui datait de 1954. Cette citation était une citation de Jean-Jacques Rousseau. Cette phrase disait « Et mon père me prit », ça, c'est Jean-Jacques Rousseau qui écrit « Et mon père me prit par l'épaule et me dit mon fils, aime ton pays. » Je lui ai dit tu as écrit ça ? Il m'a dit oui, j'ai toujours été animé par ce sentiment. J'ai demandé et maintenant si tu avais à choisir entre ta vie familiale avec ma mère, avec maman et ton combat pour l'Algérie, qu'est-ce que tu aurais choisi, si tu avais à refaire le choix ? Et d'une voix un peu chevrotante parce que c'était une période où il était pratiquement affaibli, il m'a dit « Mon fils, d'abord, l'Algérie. »

C'était son dernier message. D'abord l'Algérie, d'abord mon pays.

Habib - Tu dirais la même chose aujourd'hui ?

Omar - Ah oui, oui, oui. Et je crois que ce souffle-là il l'a refile à toute sa famille. C'est à dire que, étudiant, militant, tout ce qu'on voudra, là où j'ai été pratiquement, y compris dans mes prises de position politiques très critiques, la seule chose où je n'ai jamais été pris en défaut, c'était la défense de la patrie. La défense de l'Algérie.

Mais c'est une histoire familiale puisque mon père me racontait comment son grand-père, lui chantait encore les chants de l'émir Abdelkader. Je lui ai demandé mais comment tu en es venu à cet engagement sur l'Algérie ? Il m'a répondu ça, c'est mon grand-père qui me racontait l'épopée de l'émir et qui me racontait les chants. Au point où, quand il a milité dans le mouvement national FLN, il a pris un pseudo comme tous les militants, c'était Abdelkader, le nom de l'émir. Et j'ai compris plus tard pourquoi, dans notre salon, il y avait un portrait qui trônait tout le temps. C'était le portrait de l'émir Abdelkader. Et puis il m'a fait état d'un deuxième choc qu'il a eu à l'âge de quatorze ans, où il découvre au collège à l'âge de 14 ans (en 1924) que le journal l'Humanité défendait l'indépendance de l'Algérie.

Habib - D'accord. Ah oui, déjà !

Omar - Il découvre l'idéal communiste mais il n'a adhéré au Parti communiste algérien qu'en 1940. Je lui ai dit mais pourquoi 40 ? Il m'a répondu c'est le moment où Vichy dissout le Parti communiste algérien, c'est là où il fallait y être ! Mon père était un homme pieux, croyant, qui concevait parfaitement qu'il fallait lutter pour l'indépendance, mais aussi lutter pour une société où le *khobz* soit assuré, *khobz wa Houria* (le pain et la liberté). L'Algérie était pauvre et les populations souffraient de la faim ; il n'y a qu'à lire des tas de romans de cette époque (début des années 1950), Mohamed Dib, Mammeri, Feraoun. Les Algériens avaient faim.

Mon père a eu la chance, parce qu'il était issu d'un milieu Tlemcénien relativement aisé par rapport à la moyenne des Algériens, de faire des études. Ce n'était pas le cas général, 90 % des Algériens ne faisaient ni études ni rien du tout, on le sait. Je ne sais pas si tu le sais, mais le dernier recensement de la population algérienne en 55 donnait une espérance de vie de 47 ans pour un Algérien ! Il donnait une consommation de calories qui tournait autour de 1750 calories jour ! Ils étaient sous alimentés, la question de la faim, et donc le pain était ... Et puis, évidemment, la justice sociale !

Et ça a été, je crois que ça a été son combat jusqu'à la fin. Il associait l'Algérie aussi à la justice, au socialisme. Il s'est battu pour le socialisme. Et puis il a fait de nous aussi des militants pour la cause ! Voilà.

Habib - Le pain, le manque du pain, dans le sens du manque de revenus, le manque de ressources alimentaires, la pauvreté et tout ça, est-ce que c'était lié à une crise, à un moment important de l'histoire de l'Algérie ou est-ce que c'était depuis que les colons étaient là ?

Omar - La faim des Algériens commence avec la colonisation ! Il y avait des périodes de famine, il y avait des périodes de choléra, comme dans toutes les sociétés. Dans les sociétés occidentales, jusqu'au XIX^e siècle, ils ont connu des épisodes. Tu prends la grande migration des Irlandais, c'était la faim. Les Irlandais, les millions d'Irlandais qui migrent vers les Amériques, c'est la faim. Et ce qui a sauvé, par exemple, une bonne partie des populations européennes, c'est la pomme de terre. En Allemagne, ou ailleurs, en Angleterre ou en Irlande.

La faim a été une question très, très, très forte jusqu'au milieu des années 50.

Habib - Est-ce ce que c'était une volonté des Français ?

Omar - Quand tu enlèves à cette population sa base matérielle de vie qui était la terre, qu'est-ce qu'il lui restait ? C'était de passer son temps à sillonner les chemins de campagne pour trouver un emploi. Dans les domaines, parfois sur les terres qui appartenaient à leurs ancêtres et l'Algérie du XIX^e et du XX^e siècle, jusqu'au milieu du siècle, ça a été une Algérie faite de *khammès*, de métayers, de pauvres paysans.

Lorsque je faisais des enseignements sur l'économie rurale, par exemple, j'avais une carte de l'Algérie qui datait de 1911. C'était une carte de l'habitat. Les trois quarts des habitats étaient des gourbis, il n'y avait pas de dur. Il y avait quelques maisons en tuiles en Kabylie, en pierre, mais la majorité des populations rurales habitaient dans des gourbis ! C'était la pauvreté. Et puis la recherche du pain, la faim. Moi, je te renvoie à un livre qui m'a beaucoup marqué parce que j'ai connu l'auteur. C'est « La grande maison », de Mohamed Dib. Mohamed Dib était un ami de mon père. Il était au Parti communiste aussi, journaliste à « Alger républicain », aux côtés de Kateb Yacine. Et il écrit dans les années 50 « La Grande maison ». La Grande maison, L'incendie, Le métier à tisser... Dans cette œuvre, le pain occupe une importance terrible, le goût du pain, le petit Omar, qui était le héros du livre, c'était la recherche du pain, le goût du pain. C'était ça qui le ... et les gens avait faim. Franchement, les Algériens, jusqu'au milieu des années 50, c'était vraiment la grande question.

Habib - Est ce qu'il y a un moment où tu as eu faim ?

Omar - Non, non, je n'ai jamais eu faim, non. Non, je n'ai jamais été dans une situation pareille. Mais on a été dans la sobriété. Parce que n'ayant pas de père, un père en prison, pas de revenus. On vivait de mandats, de transferts, de choses comme ça et d'aides. Ma mère, un jour, juste une anecdote, un jour, elle va, et puis il y avait quelqu'un qui vendait des topinambours. Les topinambours, c'était les années 50. Et puis ma mère lui dit est-ce que vous pouvez me donner quelques kilos de topinambours ? Le marchand lui a demandé si elle avait des lapins, parce que le topinambour, c'était pour les lapins ou les cochons ! Ah, elle lui dit, j'ai beaucoup de lapins à la maison ! C'était nous ! Pour nous, les topinambours, c'est un plat que l'on apprécie. Mais pour les Français, à l'époque, topinambour, c'était fait pour les cochons !

Habib - Et avant, pendant la guerre.

Omar - Et pendant la guerre peut-être. Non, c'est pour dire qu'on n'a pas été dans l'aisance, on n'a pas été dans la faim non plus. On a été dans la sobriété, dans l'économie. Ma mère cousait, elle faisait les pullovers, elle faisait les trucs, parce qu'on n'avait pas de revenus. Notre situation a été complètement changée en 1962.

Habib - D'accord, on va y arriver, après. Ta formation universitaire ? Tu as commencé où ?

Omar - Alger. Non, j'ai commencé à Oran. Mais comme Oran n'était pas encore une ville académique, ce n'était pas une université, c'était un simple centre universitaire, on a été obligés de continuer nos études à Alger. Donc j'ai terminé mes études à Alger, et même lorsqu'on était à Oran, c'étaient les profs d'Alger qui venaient nous faire passer les examens et les oraux, les écrits, et cetera. Et c'était le programme des professeurs. Il n'y avait qu'une seule université au moment où je suis rentré à l'université. C'était l'université d'Alger.

À l'époque, on avait des bourses, on avait les cités universitaires, on n'était pas très

nombreux. Quand je suis rentré à l'université d'Oran, on était 2000. 2000 étudiants, c'est l'équivalent de deux ou trois amphis aujourd'hui. 2000 étudiants, pour toute l'Oranie, c'est à dire Tiaret, Sidi Bel Abbès, y compris Adrar localisé dans le grand sud, qui venaient à Oran...

Habib - Tu as commencé en quelle année ?

Omar - 68. Quand j'ai connu l'université, y compris à Alger dans les années 70, l'université d'Alger, il y avait 15 000, peut-être, 20 000 étudiants. Aujourd'hui, 20 000 étudiants, c'est l'effectif de la faculté de droit d'Alger ! C'est autre chose ! Et puis on n'a plus une seule université, parce qu'à l'époque, il y avait quatre facultés qui étaient ici à Alger-Centre, sciences, médecine, droit, sciences économiques et lettres. C'est tout ce qu'il y avait.

Habib - Toi ton bac, c'était un bac sciences ?

Omar - Non, c'est un bac philo.

Habib - Et avec un bac philo, tu es allé faire économie ?

Omar - J'ai suivi des études de sciences jusqu'à la première. Puis, en terminale, j'ai bifurqué parce que j'avais un penchant pour la philosophie. Mais attention, à l'époque, en philo, notre programme de math était aussi costaud que ceux qui étaient en sciences expérimentales, on faisait du calcul matriciel, du calcul différentiel intégral, (j'ai le souvenir d'avoir travaillé sur le Piskounov) et cetera, de sorte que lorsque je suis passé en sciences éco le programme de Maths, statistiques, m'était familier, je n'ai pas eu de difficulté majeure.

Habib - Ma question c'est pourquoi tu n'as pas continué en philo ?

Omar - Je n'ai pas continué en philo, car je me demande si à l'époque la philo faisait partie des disciplines enseignées. Parce qu'il y a deux disciplines qui ont été brimées dans ce pays dès les années 70. C'est l'histoire et la philo !

Habib - L'histoire ?

Omar - L'histoire et la philo. Oui. Moi, mes amis qui sont historiens ne sont pas historiens, je veux dire purs ! Ils ont fait socio, ils ont fait anthropo où ils ont fait droit, et ils ont bifurqué vers l'histoire.

Habib - Ça serait quoi l'Algérie, sans l'histoire ?

Omar - Mais écoute, on sait qu'un pays sans historiens est un pays qui perd son âme, son identité, sa mémoire. C'est tout ça. Tu sais bien que beaucoup de régimes qui sont relativement autoritaires veulent exercer le monopole de l'histoire et de la mémoire. Ils interdisent souvent l'enseignement de l'histoire. Un enseignement sur des bases scientifiques, académiques, et cetera. Moi, tous les historiens que je connais ne sont pas des historiens de formation. Sauf les premiers. J'ai un cousin qui est historien, Mohamed El Korso, mais il a fait l'Ecole supérieure d'Alger, enfin l'ENS et à l'ENS il y avait évidemment une branche de formation pour être prof d'histoire géo, et c'est comme ça qu'il s'en est sorti. Mais mes copains, la plupart, n'ont pas suivi d'études dans des instituts d'histoire.

Habib - Et donc toi, tu as ton bac, tu commences tes études et tu commences par l'économie.

Omar - Je commence par l'économie et le droit parce que c'était associé. C'est faculté de

droit sciences éco. D'ailleurs, en troisième année il fallait choisir, est-ce que je vais en économie, est-ce que je vais en droit ? Finalement, j'ai opté pour l'économie.

Habib - Et c'est un choix ou c'était juste le hasard ?

Omar - Non c'est un choix conscient.

Habib - Pourquoi l'économie ?

Omar - Pourquoi l'économie ? Parce que j'ai été marxiste très jeune. J'ai fait l'apprentissage du marxisme à l'âge de seize ans.

Habib - Ah oui ? Seize ans !

Omar - A l'âge de seize ans, au contact d'un sociologue. L'un des plus grands, les meilleurs, enfin, je veux dire à quelqu'un que j'admirais beaucoup et qui était un ami, C'était Abdelkader Djeghloul, qui était dans mon lycée et puis qui a décidé d'organiser un petit cercle de réflexion et d'étude et je faisais partie de ce cercle. Et parmi les lectures que l'on faisait, j'étais en troisième, il y avait le Manifeste et je découvre le Manifeste à l'âge de seize ans. Et puis Djeghloul m'explique la loi de la plus-value, de l'exploitation de l'homme par l'homme, comme ça. Pour moi, ça a été une véritable révélation de découvrir les secrets de la société, les ressorts d'une société, et donc en terminale, lorsqu'il y a eu le choix à faire je me suis dit Économie parce que l'économie, à l'époque, l'on pensait à cette surdétermination de l'économie sur l'ensemble.

Habib - Et à seize ans, c'est encore un âge où on se cherche un peu dans sa tête, tu ne t'es pas dit mais c'est *haram*, c'est quoi ce truc, ce machin ?

Omar - Non pas du tout. Absolument pas. Les lycées et les écoles de cette époque-là étaient d'une grande ouverture ... On touchait à tout même à la musique. J'avais fait du conservatoire et j'appartenais à un groupe de musique. J'étais « yéyé », fan des Beatles, dont je collectionnais tous les disques ! La musique moderne tout comme la musique classique enseignée au conservatoire a joué pour moi un rôle considérable !

Habib - En Algérie ?

Omar - On est en Algérie, ça a joué un rôle considérable !

Je portais des chemises à fleurs à l'âge de seize ans, mais en même temps, il y avait cette espèce de curiosité intellectuelle, d'intérêt pour la culture, pour les idées. Et puis, il faut dire qu'il y a eu aussi de très bons profs, de français, des profs d'anglais, des profs d'histoire, qui nous ont guidé dans nos lectures, dans nos réflexions et qui nous ont construit. Moi, dès la troisième, je découvre des auteurs, Voltaire, je découvre la poésie de Ronsard, je découvre Diderot, je découvre Rousseau. Voilà, dès la troisième ! Et puis après en philo, évidemment. On a eu un programme de philo assez costaud. Il faut dire qu'à cette époque-là, il y avait quand même pas mal d'heures de philo et je me suis intéressé vraiment à la philo (la référence était le Huisman et Vergès. C'était mon livre de chevet avec le manifeste communiste de Marx.

Habib - Et pourtant tu as fait économie après !

Omar - Oui, mais regarde. Tu fais économie, mais l'économie si tu ne l'assois pas aussi sur

une espèce de connaissance générale, formation philosophique, d'histoire, et cetera, c'est une discipline qui est absolument inintéressante. L'économie est féconde, lorsque tu la couples avec d'autres disciplines qui sont pour moi deux disciplines fondamentales, l'histoire et la philosophie.

C'est comme ça que tu peux, y compris comprendre. Parce que les postulats, les hypothèses, les théories, reposent aussi sur des fondements philosophiques. Si tu n'as pas des éléments de compréhension ou d'interprétation, tu ne peux pas comprendre et aussi te positionner dans les différents courants qui traversent l'économie. Parce que l'économie ce n'est ce n'est pas une discipline homogène, ce sont des courants, ce sont des écoles. Et il faut faire des choix à un moment donné. Moi, je sais qu'à un moment donné, j'avais deux bouquins en économie J'avais l'« *économics* » de Samuelson en deux tomes et j'avais les deux tomes du « *Traité marxiste d'économie* » d'Ernest Mandel. C'était les deux. Et j'ai eu la chance d'avoir des profs qui étaient super formés sur les écoles des marginalistes, Néoclassiques, et cetera, et qui ne nous embrouillaient pas avec les formules mathématiques et tout ce qui était économie quantitative.

Cette économie quantitative n'avait de sens que dans le cadre d'une explication et d'une interprétation, la société, les intérêts économiques, et cetera. Donc déterminée. Et ça on le comprenait et donc on était aussi bons sur les théories libérales que sur les thèses critiques de ces courants. Moi, la chance que j'ai eue, c'est d'avoir eu des profs qui m'ont fait lire les classiques. Quesnay, Malthus, Jean-Baptiste Say, Ricardo ! J'ai souvenir que nos profs nous demandaient de lire à la source le traité de Keynes sur la monnaie et le taux d'intérêt. Et puis on avait aussi des cours d'histoire de la pensée économique. Le Henri Denis, qui était très formateur. Aujourd'hui tous ces enseignements, tous ces fondamentaux, ils ne sont pas enseignés ! Très peu de gens connaissent les théories malthusiennes. Les théories de Jean-Baptiste Say, y compris sur la colonisation. Dans ma discipline, en économie rurale, j'ai très peu connu de profs d'université française qui maîtrisaient les théories de la rente chez Ricardo ou de Marx. Nous à cette époque-là, on était obligé de maîtriser tout ça. Et le fait d'avoir des lectures de ces fondamentaux nous rendait beaucoup plus solides du point de vue de la compréhension de toutes les théories qui venaient se superposer par la suite. On savait les classer, on savait en tirer profit d'une façon ou d'une autre, et je crois que cette formation de base que j'ai eue sur les trois premières années ont été fondamentales. Et puis, il y a des profs qui m'ont beaucoup marqué dans cette université d'Alger.

Habib - Est-ce que tu as des exemples, il y avait qui ?

Omar - Un de mes profs qui était un peu mon ami par la suite, c'est le professeur Benhassine, qui est un grand spécialiste de la pensée économique, non seulement de la pensée économique du monde, mais qui m'a fait découvrir la pensée d'Ibn Khaldoun, « le traité de la monnaie ou des famines » d'El Makrizi, qui fut semble-il l'élève d'Ibn Khaldoun au Caire où il avait séjourné et où il est décédé. C'est un Égyptien, contemporain d'Ibn Khaldoun. Le Pr Mohamed-Lakhdar Benhassine qui m'a initié à la pensée économique connaissait parfaitement tous les grands auteurs ; de plus il était polyglotte (français, arabe, allemand, anglais et russe). Il avait fait des études à Leipzig, était allé faire des recherches, en Grande-Bretagne et en Union soviétique ...Il appartenait à une grande famille maraboutique du sud-est algérien (Khanget-sidi-Nagi).

Habib - Et qui il y avait d'autre ?

Omar - Le professeur Dowidar, un Égyptien. Son traité « *L'économie politique, une science sociale* » c'était un des livres d'initiation à l'économie politique. Mohamed Dowidar a été un

excellent maître aussi, qui a marqué des générations d'économistes, ici en Algérie.

Et puis bon, on a eu des conférences ici et là, puis après De Bernis, des gens comme ça, des grandes économistes. Nos livres de chevet, c'était à l'époque, je me rappelle les éditions Maspero avec tous les textes de Charles Bettelheim sur la planification socialiste, les textes sur l'économie politique du socialisme. On collectionnait à l'époque les éditions Maspero.

Habib - Donc, tu finis ta licence.

Omar - Je finis ma licence d'économie et puis, dans les années 80 j'engage des études de droit, en droit public. Et finalement, je m'oriente vers le droit politique et je soutiens une maîtrise et surtout un DES de sciences politiques à Montpellier. Et puis il y a eu toute une accumulation de travaux de recherche et de publications dans les années 70, début des années 80, sur la question paysanne. Et qu'est ce qui m'a conduit à ça ? Je pense que c'est intéressant de savoir pourquoi j'ai été orienté sur ça.

Une anecdote à côté à propos du sérieux de nos enseignants et de la qualité de nos formations de l'époque. J'étais en formation doctorale en 1974, le professeur Benhassine qui était devenu un ami nous avait donné chacun à choisir un bouquin à présenter. J'avais choisi le « Traité d'économie politique » de Jean-Baptiste Say. Livre assez volumineux de près 700 pages. Arrive le mois de juin et le Pr. Benhassine me rappelle, mais monsieur Bessaoud, votre travail, vous ne l'avez pas rendu, attention c'est un zéro pointé, il faut me remettre ce travail ! Moi, qui pensais échapper à cette tâche ingrate je me suis retrouvé dix jours à potasser le fameux traité d'Economie Politique de JB Say ... C'est dire que les profs nous obligeaient à lire dans le texte, les ouvrages, et ça je peux te dire que c'est formateur.

Habib - Oui, oui, bien sûr. Mais est ce que, à l'époque, on trouvait ces livres, ces références en Algérie ? C'était une volonté de l'État ?

Omar - Il y avait une ambiance intellectuelle dans les années 60-70, d'une Algérie qui était ouverte au monde, aux mouvements de libération de par le monde, aux idées de progrès. Et tu avais la rencontre de tous les mouvements de libération nationaux ici, et donc tu avais des librairies, tu avais des lieux de débats et on retrouvait par exemple les bouquins dont je te parle, des éditions Maspero, qui étaient des bouquins critiques à l'époque par rapport à la doxa officielle. On les trouvait dans les librairies d'Alger, en plus à des prix subventionnés, c'est à dire qu'un bouquin qui coûtait 100 francs en France coûtait 20 dinars ici. Le livre était subventionné.

Habib - Et dans les bibliothèques des universités, il y avait aussi ces livres, ils étaient disponibles ?

Omar - Il y avait ces bouquins dans les bibliothèques et il y avait des bourses qui nous permettaient d'acheter ces livres. On avait des bourses de 400 dinars à l'époque, mais le bouquin était à 20 dinars.

Habib - Et les bourses étaient pour tous les étudiants ?

Omar - Indifférenciés. Tous les étudiants avaient droit à la bourse.

Habib - Aux pauvres, aux riches, n'importe.

Omar - Tout le monde avait droit à 400 dinars par mois et avait droit à une chambre et avait

droit au repas universitaire à 1dinar 20, prix qui n'a pas changé jusqu'à ce jour !

Habib - Ah c'est toujours 1 dinar 20. Enfin le dinar a changé.

Omar - Le prix du repas universitaire est symbolique.

Habib - Et il y a une chambre pour chacun, enfin un lit.

Omar - Alors là, bien sûr, à l'époque, on avait des chambres universitaires à 40 dinars le mois, 1/10 de la bourse.

Habib - Pour tout le monde ? Il y avait des filles ?

Omar - Ah oui, la cité, il y avait les bâtiments pour les garçons, les bâtiments pour les filles, mais c'était la même cité.

Habib - Mais l'université, c'est une question un peu naïve, bien sûr, c'était mixte, mais il y avait beaucoup de filles ? Non ? C'étaient surtout des garçons ?

Omar - Surtout des garçons, ils étaient majoritaires. Le rapport a changé aujourd'hui car il y a 60% de filles, 40 % de garçons.

Habib - Mais à l'époque, c'était quoi les proportions ?

Omar - La proportion de filles était de 10 % maximum.

Habib - Et le jeune musicien un peu révolutionnaire, un peu gauchiste, dans la vie de tous les jours, ses relations avec les filles, c'était quoi ?

Omar - Ah écoute, franchement, ce n'étaient pas du tout des rapports machistes ... C'étaient des relations à la fois amicales, de drague aussi, mais tout à fait gentille et respectueuses. Je dirais juste il n'y avait jamais d'agressions, ni verbales, ni de harcèlement. Il y avait beaucoup de respect entre les gens. Il y avait un ensemble de valeurs qui traversait la société, qui faisaient que les filles, c'était soit un rapport de séduction, je veux dire ça marche, soit quand ça ne marchait pas il n'y avait aucune agressivité, aucun harcèlement. En tout cas, sur les années d'études, ma mémoire n'a pas enregistré d'incidents majeurs entre filles et garçons. L'union des étudiants organisaient des bals, on était contents parce qu'il y avait des filles, on pouvait danser avec les filles, on pouvait sortir, on pouvait boire. Il y avait un théâtre universitaire, un ciné-club universitaire. Il régnait je crois un climat de grande tolérance.

Habib - C'était possible de boire facilement ?

Omar - On buvait oui. Moi, j'étais responsable étudiant. On faisait des bals et on offrait des bières à un dinar la bière. On offrait des bières, du fromage, des *kémias*. C'était tout à fait toléré.

Habib - Et les filles buvaient aussi ?

Omar - Ah oui, oui, pas toutes bien sûr. Les comportements de ce point de vue-là étaient contrôlés.

Habib - Mais là, on parle d'une classe sociale précise, ou on parle d'un peu tout le monde ?

Omar - À l'époque il est vrai que la majorité de ceux qui étaient à la fac étaient issus des classes moyennes ou de classes plus ou moins aisées. Mais il y avait des fils de paysans, il y avait des fils d'ouvriers. Une de mes meilleures amies de promotion venait d'un milieu modeste : fille de *chahid*, sa mère était concierge au lycée de fille. Il faut dire qu'à l'époque, il y avait beaucoup de fils de *chahid* ou de résistants de la cause nationale aussi. Mais à cette époque-là, nous ne faisons pas la différence entre fils de untel ou untel. Nous ne faisons pas la différence entre untel est de telle région, l'autre est de telle région, *arabi*, *kabyli*, il n'y avait pas ça du tout. Nous étions Algériens. Il y avait une ambiance caractérisée par un enthousiasme issu de l'indépendance acquise. N'oublions pas que nous sommes à quelques années de cette indépendance acquise de haute lutte. Quand je rejoins la fac, c'est six ans après l'indépendance. Le souffle, l'idée du combat libérateur était encore là, présente, qui marquait beaucoup de générations, beaucoup marqués par la guerre, puisque leurs parents, leurs cousins, et cetera, avaient été soit emprisonnés, soit tués, de toute façon, il n'y avait pas une famille qui était sortie indemne de la guerre.

Habib - En 62 tu avais quel âge ?

Omar - J'étais sur mes treize ans mais nos consciences étaient profondément marquées par le combat libérateur.

Habib - Tu as un souvenir de cette période ?

Omar - Bien sûr que j'ai le souvenir.

Habib - Tu faisais quoi ? Tu étais où au moment de l'indépendance.

Omar - Alors, au moment de l'indépendance, j'étais mon village de naissance, Maghnia localisé à quelques 50 km de Tlemcen, près de la frontière marocaine. Nous sommes en juillet 1962. Puis en septembre de la même année, mon père décide de reprendre son emploi de chemin de fer à Oran. Et puis, quelques mois après, mon père a été nommé sous-préfet à Maghnia, parce qu'il était connu comme un responsable politique du Parti communiste algérien. Il était lié à deux autres leaders politique de ce village. Le leader du PPA-MTLD, c'était Ben Bella, le leader de l'UDMA, le parti de Ferhat Abbas, c'était un certain Abdelatif Rahal, dont le Centre des conventions internationales d'Alger porte aujourd'hui le nom. Mon père était leur aîné. Il avait précédé dans le militantisme à Maghnia ces deux derniers militants que je viens de citer. Il y avait un autre personnage qui avait été l'ami, que mon père connaissait bien, qu'il avait découvert, c'était Mohamed Khemisti. Cette avenue à Alger où je loge aujourd'hui et où l'entretien a lieu porte le nom de Mohamed Khemisti.

Habib - Ah tu as connu Mohamed Khemisti ?

Omar - J'ai bien sur connu Mohamed Khemisti ! Jusqu'à présent, je suis toujours en contact avec toute sa famille, ses neveux et nièces. Ils sont comme des membres à part entière de ma famille.

Habib - Tu peux dire, juste pour les gens qui ne connaissent pas l'histoire de l'Algérie, qui est Khemisti ?

Omar - C'est un ancien leader de l'UGEMA et premier ministre des affaires étrangères de l'Algérie indépendante, qui a été assassiné en 1963.

Habib - Par qui ?

Omar - On ne sait pas. Il a été assassiné. Il venait de faire un discours à l'Assemblée nationale et puis il a été assassiné. On n'a jamais compris qu'elle était à l'origine de cet assassinat.

Habib - Il n'y a pas eu d'accusé ?

Omar - Non. Le type qui a été arrêté a été emprisonné à vie. Même la famille n'a plus cherché à savoir ce qu'il était devenu.

Habib - Bon, alors, je crois qu'il y a une question qui me, comment dire ? qui m'embête depuis tout à l'heure, depuis bien avant d'ailleurs. Qu'est-ce qui t'a amené à l'agriculture et aux paysans ? Parce que quand même, tu es parti carrément, tu es allé jusqu'à faire de la philosophie et d'après tu es allé chez les paysans !

Omar - Ce qui m'a conduit, moi j'étais un petit bourgeois. J'avais des idées un peu révolutionnaires. L'influence familiale, mais il avait aussi le climat politique de l'époque car en 1962-63 c'est l'autogestion, c'est l'option du socialisme, c'est un pays qui va se révéler à l'échelle, sur une scène internationale.

Habib - Et tu étais fier de ça ?

Omar - Bien sûr qu'on que l'on était fiers. Il y avait le combat national pour la libération, mais, la libération de l'Algérie n'était pas pour autant acquise. Il fallait continuer, sur l'économie, sur le développement, sur de nouvelles perspectives pour de libérer de la domination coloniale.

Habib - Mais vous en aviez conscience de ça ?

Omar - Ah oui. C'est peut-être lié à mon histoire familiale, le souvenir de mon père. La lutte n'est pas finie. Il disait au lendemain de l'indépendance que la lutte n'était pas finie. D'abord, il fallait sortir de la misère, sortir du sous-développement et deuxièmement, que la Palestine soit libre. L'Algérie ne sera jamais indépendante tant que la Palestine sera encore sous occupation nous disait-il. C'est simple, mon père, jusqu'à la fin de sa vie sa *zakat* elle allait au mouvement de libération palestinien. Et puis après, il a eu évidemment d'autres soutiens. Il était sensible à la cause Sahraoui, il était sensible à toutes les causes nationales. Il suivait les mouvements de libération, comme si c'était sa cause. Ça, ça a été une influence aussi qui a joué un rôle. Mais sur la paysannerie, non. J'ai souvenir que mon père a ramené beaucoup de paysans à la maison. Et c'est bien plus tard, 50 ans après, que j'apprenais par les quelques écrits et cahiers qu'il nous avait légués qu'il était un des animateurs des mouvements paysans dans la région de Tlemcen de la constitution de cellules paysannes communistes.

Habib - C'était ton père qui recrutait ?

Omar - Alors il m'a expliqué pourquoi à l'époque. Parce qu'il était cheminot et c'étaient les paysans qui entretenaient la voie de chemin de fer. Et donc le contact avec les syndicats, avec les partis politiques du syndicat des chemins de fer, faisait que beaucoup de paysans étaient recrutés. Ils militaient pour leur grande majorité aussi dans le mouvement national etc., mais ils passaient par le mouvement national. C'était la cause nationale, l'indépendance, je parle du début des années 1970, je n'avais pas du tout de sensibilité

paysanne. Ma sensibilité est née en fait, au cours des années 1968-69 où j'exerçais des responsabilités dans le mouvement national étudiant, l'UNEA, l'Union Nationale des Etudiants Algériens ; je faisais partie du comité directeur de cette organisation au niveau d'Oran.

Habib - D'accord, donc dès la première année.

Omar - Dès la première année. Je me suis engagé dès la première année dans le mouvement étudiant. Dès la première année, et avec moi toute la bande du lycée, des yéyés, des handballeurs, des footballeurs cela a été une période formatrice sur le plan politique et culturelle. Tous les copains. C'était presque de l'ordre de la fête, je veux dire. Pour nous, c'était normal qu'on s'organise, qu'on organise des tournois, qu'on organise la lutte des étudiants pour les conditions matérielles et morales, pour le restaurant, pour organiser la vie culturelle, le théâtre. Ça a été une période fabuleuse. En deux ou trois ans, nous avons vécu dans une ambiance marquée par une effervescence de la vie culturelle avec du théâtre, des récitals de poésie... Il y a même beaucoup d'étudiants qui se baladaient avec les poèmes d'Éluard, de d'Aragon, Nazim Hikmet, de Bachir Hadji Ali, de Boualem Khalfa, enfin de tas de poètes algériens de l'époque. Et il y avait pas mal de copains qui s'étaient organisés pour le théâtre. Il y avait le théâtre universitaire algérien et il y avait le contact avec ce grand personnage qui était devenu notre ami, l'homme de théâtre Abdelkader Alloula qui avait pris en charge au niveau de l'Université d'Oran l'animation du théâtre universitaire algérien et qui est devenu l'homme de théâtre que l'on sait en Algérie, du théâtre populaire.

Et donc moi, au niveau de mes responsabilités, on m'avait confié une responsabilité qui se résumait dans ce que l'on appelait « les tâches anti-impérialistes et d'édification nationale ». C'était quoi ? C'était le soutien au mouvement de libération, les liens avec des mouvements de libération, palestinien. Je me rappelle, j'étais jeune, 20 ans, j'allais voir les responsables du Fatah, de l'OLP, à l'époque. Et puis il y avait les journées solidarité, par exemple, on fêtait le 24 avril, qui était la journée internationale de lutte contre l'impérialisme. Et puis les tâches d'édification, c'était trois tâches. La réforme de l'enseignement, la réforme agraire et l'industrialisation.

Habib - Juste avant, tu avais des relations avec des Palestiniens. Est-ce que tu as eu à ce moment-là des relations avec des militants subsahariens ?

Omar - Non, il n'y avait pas de mouvements sahraouis à l'époque. À l'époque, cette question-là ne se posait pas. La question s'est posée après 1976, 77, mais là je parle de 68, 69, 70. Donc j'étais responsable. Réforme agraire, réforme de l'enseignement ... Je me suis retrouvé, à l'âge de 20 ans, dans une commission régionale de la réforme de l'enseignement, à siéger en tant que représentant des étudiants, avec le directeur d'académie et avec les représentants des travailleurs, des femmes, des jeunes, et cetera. Je me suis initié un peu à ces questions. D'ailleurs, ça a donné lieu lorsque je suis rentré à l'université, à un certain nombre de publications portant sur l'économie de l'enseignement, tout ce qui était la question de l'enseignement. Les orientations, les choix disciplinaires, l'encadrement des étudiants, les coûts de formation, l'accès à l'université et la question de la démocratisation, des disciplines, des financements et les coûts. J'étais passionné de ça. Et puis il se passe qu'au printemps 1970 est sorti un texte, un avant-projet de charte de la réforme agraire.

Habib - Alors, justement, tu ne m'as toujours pas dit comment tu es arrivé là.

Omar - J'y viens, j'y viens. Cette question de la réforme agraire faisait partie du programme

de l'UNEA, l'Union Nationale des Etudiants Algériens, et je me suis retrouvé en 1970, j'avais à peine 20 ans, à faire des conférences. Une de mes premières conférences, c'était dans une salle en mai 1970, dans un petit théâtre de théâtre de la rue de Chanzy, à faire une conférence sur l'intérêt de la réforme agraire. Pourquoi la réforme agraire, ses raisons historiques, économiques, sociales et politique, ses orientations et modalités de de mobilisation de la petite paysannerie algérienne...

Habib - Toi ?

Omar - Moi ! Oui, moi. J'avoue qu'à cette époque-là je paraphrasais le texte qui avait été écrit par un grand homme de culture, un militant aussi, Mostefa Lacheraf, qui a été le rédacteur de la charte de la réforme agraire et du projet de charte. Et puis il s'est trouvé un enseignant qui est devenu un grand ami par la suite, le sociologue Nadir Maarouf, qui était en train de préparer sa thèse. Il était inscrit en thèse, encadré par le grand orientaliste et penseur Jacques Berque, une thèse sur le droit foncier, autrement dit de sociologie juridique. Et il nous avait demandé, à un groupe d'étudiants « est-ce que vous ne voulez pas m'aider pour les enquêtes ? ». Nous, on s'est dit on va y aller et on a fait un volontariat en juillet 70.

Habib - Et tu es allé parce que c'était drôle, c'était sympa, vous étiez une bande.

Omar - Non, c'était avec une bonne conscience de la dimension politique, une espèce de prise de conscience du lien que nous voulions établir entre l'université et la société.

Habib - Oui, mais la société, elle est dans la ville aussi.

Omar - Non, non, non, elle est dans la ville, mais l'Algérie c'était aussi le monde rural, la pauvreté, elle était dans le monde rural. Et ce monde-là était étranger pour les jeunes étudiants que nous étions ...

Habib - Et tu en avais une grande conscience, politique ?

Omar - Oui, j'en avais conscience quand j'étais étudiant. Quand j'étais étudiant, on avait conscience que la colonisation avait été dévastatrice pour le monde paysan. On en avait conscience de la spoliation, de la misère. Et puis, le mouvement national c'était un mouvement assis politiquement sur la paysannerie algérienne. On était aussi sous l'influence des thèses de Fanon, à l'époque. Je te disais tout à l'heure, un de mes premiers inspirateurs, initiateurs, ça a été Abdelkader Djeghloul qui avait soutenu une thèse sur Frantz Fanon. Il était « Fanonien », spécialiste de Fanon : il était très porté sur la révolution cubaine avec Guevara, Castro, très distant du mouvement communiste international de l'époque, même plus, critique vis-à-vis de ce mouvement communiste

Et donc on prend conscience qu'il fallait aller au contact de la paysannerie, vulgariser la charte de la réforme agraire et mobiliser la paysannerie autour de ce projet.

Habib - On va revenir à ça Omar, mais juste pardon...

Omar - Ma première initiation, c'est ça. C'est un volontariat d'un mois (juillet-août 1970) au contact des paysans de la région de Maghnia.

Habib - Pardon de t'embêter, mais j'ai envie de comprendre ce switch, parce que tu es un fils urbain, un gamin urbain. Un jeune à l'époque, bien sûr, un jeune urbain qui était né dans une famille relativement aisée, qui avait, tu étais assez jeune, tu avais encore la vie devant

toi, même la possibilité éventuellement de partir. Tu avais tout ça et tu pouvais tout simplement faire sociologue urbain ou n'importe quoi, ou économiste, je ne sais pas quel genre d'économie, dans l'économie. Et puis comme ça on te trouve à la campagne, ce n'est quand même pas si évident que ça !

Omar - Mais parce que dès 1968, en entrant dans le mouvement étudiant, il y a eu un apprentissage politique. Il y a aussi une chose qui a joué un rôle. Je le répète mon père était membre du PCA...reconstitué dans la clandestinité en 1966 sous l'appellation du Parti d'avant-garde socialiste (le PAGS) et auquel j'adhère en 1968. Je lisais ses publications, ses tracts et son journal « *Sawt echâab* » à l'époque. Ces publications évoquaient la question paysanne aussi, et cela a certainement exercé une influence sur ma petite conscience politique.

Habib - Est-ce que tu peux dire que c'est ton premier engagement politique ?

Omar - Ah c'est mon premier engagement, oui.

Habib - La question paysanne.

Omar - Ah oui, ça a été mon premier. Par la suite, évidemment, au service national, je suis officier de la réforme agraire. Et là, je découvre la vraie réalité, c'est à dire vivre au milieu des paysans ! J'ai été jeté dans un village de petite Kabylie où il n'y avait même pas où m'héberger. On m'a logé dans un mobile home.

Habib - Quand tu es parti dans cette enquête avec Nadir.

Omar - Non, ça c'est en 1970. Le service national, c'est Mars 1972. Là je suis jeté en Kabylie, petite Kabylie, la région des *Babors*, une région très pauvre, très enclavée et au contact de la réalité la plus proche du monde paysan, qui se levait à 5 h du matin et qui se couchait à 5 h du soir. Le village se vidait, car les paysans et villageois venaient le matin au café ou au marché et puis très tôt le soir, rejoignaient leurs lieux de vie.

Habib - Alors, cette première expérience avec Nadir Marouf ?

Omar - Cette expérience, ç'a été une expérience mais en tant qu'enquêteur, avec des paysans. Et ce que je retiens, c'est l'accueil qui nous était fait par les paysans. *El mathloua* (pain traditionnel), *el asal*, le miel, ce goût du miel avec le beurre frais fabriqué par eux ; c'était cet accueil que je retiens d'abord, cette espèce de générosité, leur hospitalité alors que la plupart étaient pauvres, misérables. C'était quelque chose qui était assez impressionnant et à l'époque, très honnêtement, on n'avait pas de complexes. C'est à dire le fait que je sois jeune, yéyé, citadin, pour les paysans, j'étais parfaitement accepté et j'avais des rapports presque tout à fait naturels avec ce monde-là. Il n'y avait pas de préjugés, il y avait de beaux dialogues. Et puis surtout, j'apprenais à leur contact la réalité qu'ils vivaient. Quelles étaient leurs conditions de vie, leurs enfants, leurs parents, ont échangeait beaucoup. Et c'est là où je découvre des familles où il y a 20 ou 30 personnes dans un même habitat, les familles élargies à l'époque. Tu avais le père, les trois fils, leurs enfants, leurs petits-enfants, et cetera. Lorsqu'on faisait l'enquête, on pouvait passer une demi-heure, ne serait-ce qu'à récolter les noms de la famille élargie.

Habib - C'est une enquête avec questionnaire.

Omar - Avec questionnaire.

Habib - Fermé.

Omar - Oui, questionnaire fermé. C'est composition du ménage, votre exploitation, quel est le mode de faire valoir des productions ? Quels sont les revenus ? Une enquête tout à fait classique. Et il y avait un accent mis sur les questions de la propriété, à qui appartient la propriété, quels sont les héritiers, les indivisaires, comment ça se partage ? Est ce qu'il y a des conflits, pas de conflit, et cetera ? C'était ça puisque sa thèse portait sur les questions d'exploitation, de propriété et d'héritage. Donc c'est là que je fais mon apprentissage des questions foncières, des questions de propriété, du droit musulman, chose que je ne connaissais pas. Je ne savais pas comment se partageaient les propriétés. Je ne savais pas ce que c'était des indivisaires. Moi, je n'avais pas connu ça. J'étais dans une famille plus ou moins moderne, c'est à dire des histoires de partage, d'héritages de terres m'étaient étrangers C'est vrai que mon père, de temps en temps, je le voyais calculer les parts de ses tantes, de ses neveux et nièces pour partager les biens légués ... Mais ça ne me disait rien. Mais c'est au contact des paysans que j'ai compris ce que c'était.

Habib - Est-ce que dans tes souvenirs, les questionnaires, vous les faisiez, en général les chefs d'exploitation étaient des hommes, la grande majorité. Est-ce que tu as connu des femmes chefs exploitants ?

Omar - Non, je n'ai jamais enquêté de femmes chefs d'exploitation.

Habib - Dans le questionnaire, il y avait des parties réservées aux femmes ?

Omar - Non, non, très peu. Ça portait sur la propriété, y compris l'accès à l'eau et la propriété de l'eau. Il y avait tout un chapitre sur l'eau parce qu'il y avait un périmètre irrigué géré par un commissariat de mise en valeur des terres de cette région. Quelles sont les quantités d'eau que vous recevez ? Quels droits vous payez sur l'eau, et cetera. C'était aussi autour de ces questions de droit de l'eau. Donc j'ai été plongé dès cette époque-là sur ces questions.

Habib - Tu avais quel âge ? Juste pour nous rappeler.

Omar - Juillet 70, j'avais 20 ans.

Habib - Et tu as fait l'enquête pendant l'été, j'imagine.

Omar - Tout l'été, tout mon été 1970 je l'ai passé sur cette enquête.

Habib - Et vous étiez combien à faire l'enquête ?

Omar - On était une quinzaine.

Habib - Pas ensemble.

Omar - Tous ensemble. Enfin non, il y avait des petits groupes. Des groupes de trois ou quatre. On se dispersait lors des enquêtes.

Habib - Et ça c'était dans quelle région ?

Omar - La région, le périmètre irrigué de Maghnia. Alors, c'était l'eau et la terre. La question de l'accès à l'eau et de la propriété de la terre et des modes d'exploitation.

Habib - J'imagine que Si Maarouf a publié les résultats des enquêtes.

Omar - Oui. Les résultats ont été publiés dans sa thèse.

Habib - C'est sa thèse.

Omar - Mais je ne l'ai jamais lue ! Je vais lui poser la question, parce qu'il ne me l'a jamais donnée. Il m'a donné toutes ses publications, sauf sa thèse ! J'ai toute son œuvre. Toute l'œuvre de Maarouf je l'ai. Il va certainement te l'offrir. Alors le deuxième contact, c'est le service national. Après le service national, ça a été la passion.

Habib - Et le service national ?

Omar - Le service national, c'était 72-73, et je poursuis mon activité jusqu'en 75, à la demande du wali de l'époque qui voulait que je continue à travailler dans cette région car il y avait tout un programme spécial sur l'agriculture, mais pas de gestionnaire qualifié.

Habib - Ton activité ?

Omar - Mon activité, c'était une activité d'administrateur civil, mais chargé du programme économique lié à l'agriculture dans la wilaya de Sétif.

Habib - D'abord dans l'armée, et après civil.

Omar - En tant que civil. Et c'est là que j'ai fait mon apprentissage complet. C'est-à-dire que j'ai parcouru toute la campagne qui va de Béjaïa, du littoral jusqu'à M'sila dans le sud et aux confins de la steppe.

Habib - Donc, l'économiste s'est formé d'abord sur le terrain, avant l'université.

Omar - Ah, c'est le terrain ! Je n'ai jamais reçu d'enseignement, il n'y avait pas d'enseignement d'économie agricole dans l'université d'Alger. Il n'y a pas eu d'enseignement ! Les premiers enseignements ont commencé en 76, 77 et ce n'étaient même pas des enseignements de licence, c'était des séminaires pour les études de troisième cycle.

Habib - D'économie.

Omar - D'économie, troisième cycle ! Et il y avait deux ou trois spécialistes c'est tout ! Il y avait un copain Mouloud Sloughi, Slimane Bédrani, Hamid Aït Amara, en tant qu'économistes, et quelques sociologues, comme M'hamed Bou Khobza, qui s'était spécialisé sur le pastoralisme, Nacer Bourmane, un autre sociologue qui était spécialisé dans l'agriculture, il y avait des spécialistes de la steppe, Houès El Kenz, par exemple.

Habib - Mais à cette époque-là, donc tu avais bougé à Alger, tu étais à Alger ? Tu as passé 2 ans à Oran et après tu es venu ici.

Omar - Mon lieu de travail, c'était le CREA, le Centre de Recherche d'Economie Appliquée. Je pense que Fatima Oussedik demain t'en parlera un peu plus que moi puisqu'elle y est restée plus longtemps que moi.

Habib - D'accord. Juste une parenthèse. Une précision que j'effacerai dans l'interview. Moi

je pose des questions et toi tu réponds ou tu ne réponds pas, tu dis ce que tu veux et ça sera coupé, évidemment. Est-ce que tu as eu des contradictions politiques avec l'État, est-ce que ça t'a emmené dans des situations compliquées ? Est-ce que tu as traversé des expériences compliquées ?

Omar - Mais bien sûr ! Non, mais là je n'ai pas de complexe, tu ne coupes pas, pas de complexes. Moi, j'ai une vie que j'ai racontée dans le dernier livre que tu n'as pas eu. C'est le livre, l'histoire de l'UNEA, dont j'ai été co-rédacteur il y a deux ans, qui est sorti en 2019 aux éditions Qatif en France où je raconte tout ça ! Dans les années 70, il y a eu une confrontation avec le régime et notamment le FLN, qui ne pouvait concevoir d'organisation autonome. La seule organisation qui existait dans l'Algérie de 70 et qui revendiquait son autonomie, c'était l'UNEA et il y a eu confrontation sévère qui a débouché en janvier 1971 sur la dissolution de l'UNEA.

Mais les confrontations ont eu lieu de 68 à 70 jusqu'à fin 70, avec des grèves et notre adversaire politique, entre autres, c'était Kaïd Ahmed, dirigeant du FLN qui était un grand propriétaire foncier, opposant notoire de la réforme agraire. D'ailleurs, il avait quitté le Conseil de la révolution dirigé par Boumediene et il est parti je crois au Maroc : c'était un grand propriétaire foncier de la région de Tiaret. Lorsque l'union a été dissoute, évidemment les dirigeants sont rentrés dans la clandestinité et donc je suis rentré dans la clandestinité pendant toute une période, jusqu'à mon arrestation qui date d'avril, mars-avril 1971. J'ai été incarcéré, en tant que dirigeant de l'UNEA.

A l'époque, il faut dire que beaucoup de choses nous échappaient, c'était l'époque de confrontation avec la France, autour des richesses nationales et des hydrocarbures qui furent nationalisés de février 71. Evidemment, comme c'était le secret politique, on ne savait rien de ces tensions politiques, et Boumediene nous mobilisa pour le service national que j'ai rejoint après un séjour à la prison de Bel Abbes jusqu'en novembre 71.

Habib - Presque sept mois, six mois.

Omar - On m'a transféré avec les 20 derniers militants de l'UNEA, à Cherchell, pour l'armée. Et je n'avais pas terminé mes études.

Habib - Et il y a eu un jugement ou tu étais juste arrêté ?

Omar - Non, non, ni jugement ni rien du tout.

Habib - Il n'y a jamais eu de jugement !

Omar - Évidemment, nous on a demandé un jugement. J'avais pris un avocat, mais il n'y avait pas de droit. Et à l'époque, c'est ce que je raconte dans le livre, à l'époque, il n'y avait ni Ligue des droits, ni ONG, ni ceci ni cela. Personne n'a entendu parler des étudiants qui étaient incarcérés. Très peu de journaux à l'extérieur. Et comme c'était la gauche, évidemment ce n'est pas Le Monde, ni d'autres journaux qui allaient en parler. A l'époque on était complètement ignorés.

Habib - D'accord, Donc tu sors de la prison.

Omar - Je sors, je suis affecté à l'Académie Inter-armes de Cherchell pour une formation purement militaire. Lorsqu'on cette formation s'est achevée (6 mois), Boumediene s'adresse à nous et nous nous dit « Vous les militants de l'UNEA, vous étiez pour la réforme agraire.

Je vous nomme officiers de la réforme agraire afin de vous en occuper » !

Et tu sais Pourquoi ? Parce que Boumediene à l'époque, Boumediene, il n'avait pas de soutien au niveau de son régime. Boumediene, il avait les étudiants, et le syndicat des étudiants. C'est tout ! C'était un fils de paysan qui était lui convaincu de la nécessité de cette réforme, mais une partie, peut-être majoritaire ne l'avait suivi que très mollement.

Habib - Mais ses étudiants, il les a mis en prison quand même !

Omar - Il les libère, et il les affecte à la réforme agraire.

Habib - En tant que militaires.

Omar - En tant qu'officiers de la réforme agraire, on était civils, on travaillait dans des administrations qui étaient civiles. Avec la tenue bien sûr, mais on était très appréciés par la population paysanne ... L'armée auprès de la population, l'armée nationale populaire, c'est l'héritière de l'ALN auprès de la population, elle avait un certain prestige ... et puis surtout, l'armée portait le message de la réforme agraire. C'était pas rien à l'époque.

Habib - Et moi, ça m'intéresse beaucoup. On va s'arrêter un peu sur cette réforme agraire. Ma question c'est au témoin, pas forcément à l'intellectuel aujourd'hui, au témoin. Quelle a été la réception de la réforme agraire par les paysans ?

Omar - Je crois que les paysans étaient réceptifs, et dis-toi une chose, les paysans, à cette époque-là, mettre les pieds au siège de la mairie, c'était une conquête politique ! Mettre un pied dans la politique être, faire partie de l'assemblée populaire communale, c'est à dire le conseil municipal, élargi, parce que Boumediene avait décidé d'élargir aux paysans, à l'assemblée populaire communale, et de faire de la bataille de la réforme agraire la principale des batailles pour le développement national ... j'allais employer même la formule « la mère des batailles » pour le monde rural. C'était une vraie bataille, et avec l'armée et les étudiants, mais sans les responsables nationaux du FLN qui étaient hostiles.

Habib - Pourquoi ?

Omar - Il était traversé par des courants de gens qui étaient propriétaires, qui étaient liés à la propriété foncière. Le monde paysan d'hier, ce sont les grandes familles, qui avaient échappé à la colonisation agraire ! Je veux dire les grandes familles qui ont concentré des milliers d'hectares ou des centaines d'hectares, je le sais par les archives que j'ai consultées, ces terres ils les tenaient de la colonisation et de leur collaboration, pour la plupart d'entre eux. Les quelques paysans qui arrivent à accumuler 50, 60 hectares, c'est vraiment la sueur, c'est les rachats, parcelle par parcelle, au colonisateur qui se retire des zones les plus difficiles.

Mais la grande propriété foncière, les grandes familles qui dominaient le monde paysan, c'était des familles qui détenaient leurs titres de propriété, la plupart, de l'occupant colonial ... Sauf que ces familles, au moment de la lutte de libération nationale, ont eu deux fers au feu. Une partie collabore, une partie monte au maquis. Et c'est ceux qui montent au maquis qui sauvent ceux qui collaborent. Je peux te citer des familles. Je les ai connues famille par famille, grandes familles, pas grandes. Ils ont donné à l'Algérie indépendante, à l'Algérie de Boumediene et d'après, ils ont donné les premières élites économiques, culturelles, et cetera, parce leur famille avait pu les envoyer à l'étranger faire des études.

Alors évidemment, ce ne sont pas toutes les régions qui ont eu cette histoire-là, beaucoup de régions pauvres, la région dont je te parle, la petite Kabylie, et cetera, c'était une région très pauvre où il y avait très peu de grands propriétaires. C'était des familles où la réforme agraire correspondait à des villages agricoles pour remplacer les gourbis, les fameux villages socialistes. Cela correspondait à l'attribution de plants d'amandiers, de figuiers, de fruitiers, pour améliorer leur revenu. Ou alors de petites entreprises pour fournir de l'emploi aux familles et aux aides familiaux qui complétaient les revenus des petites exploitations qu'ils cultivaient. C'était le développement des petites industries à l'intérieur même des zones rurales.

Ça a été ça, la réforme agraire à l'époque, et le message que l'on portait était accepté, il était porté et je me rappelle, je tenais des réunions dans toutes les communes de la wilaya. Pour te dire que c'était une région berbérophone, et les réunions se tenaient en berbère ! Moi, je ne parle pas le kabyle, mais il y avait toujours le secrétaire de la commune qui traduisait en arabe ou en français ...

Habib - Toi tu n'es pas berbère ?

Omar - Non, non, dans le fond, je ne sais pas. L'Algérie a été traversé par tellement de civilisations que nous ne savons pas quelles sont nos origines.

Mais, pourquoi je te raconte cela : c'est pour dire qu'à l'époque nous n'avions pas de complexes par rapport à la langue (*kan kabyli, maïch kabyli*), non ! Les gens s'exprimaient dans la langue qu'ils maîtrisaient le plus. Moi, quand je parlais en français, personne n'était choqué. Dieu sait qu'il y avait des tas de mots très techniques que je ne connaissais pas en arabe : on me les traduisait sans me faire la remarque de mon manque de maîtrise de l'arabe !

Habib - Ah oui, tu as une formation en français !

Omar - *Taamim, el aradi* était un terme nouveau, *tahdid melkiya*, le terme de âarch ou de waqf. Sur les modes de transactions et de faire valoir, tu avais le système *el rahniya* par exemple. *El rarniya*, je ne savais pas ce que c'était. Je découvre *el rarniya* ou je découvre par là-même que des dizaines, des centaines de paysans étaient rivés au propriétaire foncier parce qu'ils n'arrivaient pas à rembourser les dettes !

Habib - *El rarniya*

Omar - Mais c'était de génération en génération que les pauvres paysans étaient endettés !

Habib - C'est comme ça que beaucoup ont perdu leurs terres.

Omar - En plus, ce qui était extraordinaire. Je découvre quelque chose que je ne savais pas. Je pensais que le *âarch* c'était les terres de parcours. Non, il y avait des *âarch* de culture qui étaient attribués à des familles. J'ai découvert les terres de culture, le *âarch* de culture, qui était familial et qui a été, grâce à la réforme agraire, attribué aux bénéficiaires qui cultivaient la terre. Ils étaient devenus bénéficiaires parce que le *âarch* de culture a été versé au fonds national de la révolution agraire, rien que le terme « fonds national » (*sandouq el watani li tawra ziraïya*), ce terme-là, je l'ai appris. Ce langage faisait partie de mon vocabulaire avec la pratique. L'université ne m'avait pas initié à ça !

Habib - Oui, ça, je pense que ça a été bien dit ! Une petite question parce que ça prépare

une deuxième. La première question quand tu dis la réforme agraire a été bien reçue, je ne parle pas des grands propriétaires, mais pour le reste de la population rurale, est-ce que ça a été reçu par tout le monde ?

Omar - Mais je crois qu'elle était bien reçue. Pas par tout le monde, bien entendu. Certains craignaient pour leurs terres !

Habib - Non mais je veux dire, on ne va pas les compter, les paysans, les paysans sans terre, les éleveurs, les ...

Omar - Quand on tenait les réunions, et j'ai même des photos de cette période prises avec les paysans, les réunions avaient un caractère tout à fait fraternel, amical, solidaire. Il y avait une solidarité entre les jeunes du service national et la paysannerie à l'époque, les enjeux étaient compris. On savait qui s'opposait à la réforme agraire et pourquoi ils s'opposaient. On comprenait ça. Tu sais, lorsque la réforme agraire a été mise en œuvre, il y avait des mesures qui étaient passées inaperçues. Dans ces zones-là, par exemple, où il n'y avait pas une grande propriété foncière, donc pas de terres à nationaliser, il y a eu une décision qui a été majeure et qui a libéré les paysans. Celle de l'annulation de toutes les dettes contractées par les petits paysans. Toutes les dettes !

Habib - Les dettes envers l'Etat ou envers les gens ?

Omar - Non les dettes privées, c'en était fini du système de la *rahniya* !

Habib - Mais comment ils se sont fait rembourser alors, les propriétaires ?

Omar - Non, on a annulé la dette, ça a été une décision unilatérale d'un article de la réforme agraire, annulation des dettes.

Habib - Sans compensation ?

Omar - Sans compensation. Toutes les dettes avec avaient été largement compensées par le travail accumulé sur des générations et ça on le comprenait parfaitement. Cette mesure, par exemple, les gens n'ont pas pris conscience de l'impact que ça peut avoir sur des populations qui étaient endettées. Le fait, par exemple, d'attribuer les terres communales, parce que chaque année il y avait des terres communales, des terres des établissements publics, des terres *âarch*, et cetera, qui étaient redistribuées dans le cadre de marchés d'adjudication. Qui se portait acquéreur des terres communales ? Ceux qui avaient de l'argent. Ceux qui n'en n'avaient pas, ne pouvaient pas. Ils étaient *khammas* sur ces terres communales. La réforme agraire décide d'attribuer les terres communales à ceux qui la travaillent, pas à ceux qui ont adjugé, qui ont payé. C'est devenu les bénéficiaires et c'étaient des petits paysans qui avaient des lots, qui étaient là sur deux ou trois hectares de terres communales et se voient confirmés dans leur statut de bénéficiaires de la réforme agraire.

Habib - Alors, tu sais pourquoi je te pose une question, cette première question, parce que je suis tombé récemment tout à fait par hasard sur un article écrit par le sociologue tunisien Abdelkader Zghal, je n'ai plus les termes du titre exact, mais en gros, pourquoi les paysans sans terre algériens n'ont pas adhéré à la réforme agraire ?

Omar - Je connais cette thèse, j'ai même écrit là-dessus un papier il y a quelques années, article sur les réformes agraires dans les pays du Maghreb ...

Habib - Et l'article de Abdelkader Zghal, tu le connais ?

Omar - Oui je connais la contribution Abdelkader Zghal. Je pense même que je le cite. Tu as peut-être lu cet article sur les réformes agraires au Maghreb ?

Habib - Oui, oui, bien sûr.

Omar - Dans l'une des explications que je donne de l'échec, c'est bien entendu l'absence de mobilisation de la paysannerie, ce que dit aussi Zghal. Quand je dis ça, ça ne veut pas dire qu'ils n'ont pas adhéré. La question, c'est que le cadre politique d'organisation n'a pas été créé. Les paysans sans terre, les petits paysans, les salariés ne se sont pas organisés dans des syndicats autonomes. L'UNPA, l'Union nationale des paysans, a été une organisation politique dirigée par le FLN, avec des clientèles et en cooptant des dirigeants qui n'ont jamais favorisé la réforme agraire, même fait le contraire, c'est à dire qu'ils ont exprimé des oppositions à une mobilisation organisée, je dis bien organisée des paysans. Ça c'est vrai.

Habib - Dans des structures syndicales.

Omar - Les paysans n'ont jamais eu de structure politique pour s'exprimer directement. Ils ont eu des porte-parole, des officiers de la RA, mais ils n'ont pas eu de représentants ou de leaders

Alors on a essayé de défendre leurs intérêts. Moi, je sais que j'ai essayé de le faire en faisant la jonction entre les ouvriers et les leaders des domaines autogérés qui dataient de 1962, et les paysans organisés dans les coopératives ou les bénéficiaires de la réforme agraire. On a essayé, et quelques expériences ont marché. Des paysans se sont structurés, et se sont manifestés en opposition parfois aux autorités locales. Mais dès lors que le pouvoir avait changé de main après la mort de Boumediene en 1978, c'était déterminé. Chadli prendra le contre-pied et accordera des privilèges aux grands propriétaires fonciers et à la bourgeoisie. Il fera adopter des lois remettant en cause la réforme agraire, et qui autoriseront la restitution des terres et la dissolution des coopératives agricoles de la réforme agraire.

Ça c'était la question. Ce que dit Zghal c'est vrai, mais il faut en connaître les raisons ! Dans ce monde paysan pauvre, peu expérimenté, qui avait peu de leaders, qui étaient aux trois quarts ou quasi-totalité analphabète, qui n'avait pas cette expérience des appareils politiques qui les entouraient et qui les encadraient, il était aisé de remettre en question la réforme agraire. C'est vrai que la réforme agraire a été orpheline d'une organisation paysanne authentique. Ça c'est vrai, c'est ça qui a manqué. Mais y compris pour les domaines autogérés et les ouvriers agricoles. La Fédération des travailleurs de la terre, tout ça, ça a été écrabouillé. On a assisté dans les années 1980 à une remise en question totale de tous ces acquis que les paysans avaient accumulés dans les années 1960, après l'indépendance et avec la réforme agraire. On leur supprime les coopératives, on les disperse, sans qu'il y ait eu de réaction et d'opposition à ces contre-mesures de réforme agraire.

Habib - Et tu as une explication, pourquoi il n'y a pas eu de réaction ?

Omar - Ben oui, bien sûr, il y a une explication. C'est parce qu'ils reprennent en main les choses au niveau des structures politiques du FLN, au niveau des structures administratives, du personnel. Et puis le fait est qu'il n'y a plus de relais. Avant, il y avait l'armée, il y avait

des officiers du service national. Mais tout ça se termine en 1976-77 ! On n'affecte plus de promotions pour soutenir les paysans, les aider à s'organiser, et cetera. J'ai vu le revirement dès 76, 77, la maladie de Boumediene, sa disparition et puis après c'était fini.

Habib - Et donc c'est, j'allais dire le libéralisme.

Omar - A partir de 1978, oui, c'est déjà des processus de réformes, sous couvert de réformes, de remise en question des acquis sociaux, des acquis politiques des années 60. On assiste à quoi ? On assiste en 84, c'est vrai, à une réorganisation des domaines socialistes, en 87 tout explose, en 1987 c'est terminé. En 90, tu as la loi foncière, la loi sur laquelle j'ai écrit, contre laquelle j'ai manifesté, qui restitue les terres aux propriétaires fonciers, qui dissout les coopératives et qui renvoie les bénéficiaires de la réforme agraire à leurs anciennes conditions.

Habib - C'est la privatisation du foncier.

Omar - C'est la contre-réforme agraire, complète, totale.

Habib - Qui a théorisé, par rapport à l'Algérie, qui tenait ce discours, qui donnait les explications, qui argumentait pour ça ?

Omar - Sur la contre-réforme agraire ?

Habib - Oui. Bien sûr qu'eux, ils ne l'appelaient pas contre-réforme agraire.

Omar - Non, non. On est dans un contexte que tu connais peut-être mieux que moi, de crise des années 83, 84. De crise de l'endettement, mise sous ajustements structurels de toutes les économies, par le FMI, la Banque mondiale et bien sûr ses relais au niveau des élites économiques qui reprennent les réformes préconisées par ces deux institutions internationales. C'est la politique d'ajustement structurel agricole, le PASA. Et évidemment la politique de réformes, elle a des relais. Alors certains sont de bonne foi en disant il faut débureaucratiser, il faut laisser l'initiative aux exploitants. Il y a tout ce courant-là qui est dans la croyance que c'est une question institutionnelle de débureaucratization, d'institutions à réformer. Et puis, de l'autre côté il y avait vraiment un courant, porté par un mouvement qui est né dans les années 60-70, qui se développe en 80, un puissant courant libéral.

Habib - Partout dans les années 1980, l'Algérie ... bon nous, Tunisiens, c'est plutôt le contre-exemple parce que l'Algérie, il y avait le pétrole, qui était déjà devenu cher sur les marchés. Donc il y avait beaucoup de dollars qui arrivaient dans ce pays.

Omar - Non, non, regarde. Il faut voir les choses.

Habib - Les années 1980, je parle.

Omar - Oui, les années 80. Mais à quoi a servi ce Pétrole ?

Habib - C'est une question.

Omar - C'est la question ! Je vais te rafraîchir la mémoire. La période d'industrialisation du temps de Boumediene, les revenus pétroliers tournaient autour de 2 à 3 milliards, 4 milliards de dollars. Le pétrole était à moins de 10 \$, il a commencé à 2 \$, le boom pétrolier,

c'est 10 \$. Dans les années 80, on se retrouve, jusqu'en 1984-85, avec Chadli, avec des revenus multipliés par presque dix. On était à 12, 15 milliards de dollars. Crise en 86, baisse du prix, et les revenus pétroliers chutent à moins de 6 milliards de dollars. Cette crise en Algérie, se traduit par une mise sous ajustements structurels dès 90, mais auto-ajustement entre 1987 et 90. Alors à quoi servait le pétrole, dans sa période faste ? Ces revenus ont essentiellement servi à importer des biens de consommation.

Habib - Au lieu de les produire.

Omar - Au lieu de les produire. Sur les deux ou 3 milliards de la période des années 70, 67, 70, 71, il y a les plans quadriennaux. Ces revenus étaient investis dans le développement. On a vu des tas d'entreprises se monter, industries métallurgiques, sidérurgiques, chimiques, mécaniques, électroniques ! On a commencé à produire des téléviseurs, des tracteurs, des camions, des moissonneuses-batteuses... ! On avait créé l'école d'informatique dès les années 1980 !

Habib - Et tout ça tu dirais que c'est au détriment de l'agriculture ?

Habib - Non, absolument pas ! Alors là, c'est quelque chose de terrible, cette histoire de l'Algérie qui consacrait tout à l'industrialisation, non ! Non. Il y avait des investissements dans l'agriculture. Il convient de rétablir les choses.

Habib - Par qui ? Pour qui ?

Omar - Je vais te dire. Dans les années 70, au moment où on dit l'industrie a pris le dessus sur l'agriculture, la croissance agricole était positive. On était à 6 à 8 % de taux de croissance/an dans l'agriculture.

Habib - Mais là, on parle de la contribution au PIB. C'est ça ce que tu veux dire quand tu parles de croissance.

Omar - Non, non, pas la contribution au PIB. Non, non, je parle de répartition des investissements. Il y avait des investissements pour la mise en valeur, pour l'irrigation, pour la création des premiers complexes avicoles, les industries de production de viande. Il y avait des investissements dans les exploitations agricoles, dans les domaines agricoles publics. Il y a eu, toute l'aide à la paysannerie en termes de crédits, il y avait ça et il y avait une croissance.

J'ai l'habitude de ces raccourcis, qui consistent à dire que l'Algérie était dans une période sur industrialiste au détriment de l'agriculture, moi je les renvoie à quelques documents, qui ne sont pas des documents des administrations algériennes. Consulte les rapports que faisait le CNRS français sur l'état du Maghreb ! Relis les annuaires de 1972, 73, 74, 75, et tu vas voir ce qu'on raconte sur l'agriculture. Pas du tout l'image de cette idéologie qui s'est par la suite s'est construite sur le mythe des industries industrialisantes. Ce qui a faussé et a été l'objet de cette propagande, c'est la réforme agraire.

La question de la réforme agraire a été une question qui a divisé sur le plan doctrinal, politique, idéologique, la société. D'ailleurs, les grandes fissures du régime de Boumediene, après le coup d'État de juin 1965, va pactiser avec des gens comme Bouteflika, comme Ahmed Taleb El Ibrahimi, bref tous ces courants religieux, conservateurs, réactionnaires. Et puis début des années 1970 avec la réforme agraire, il tente de se débarrasser de ses alliés conservateurs qui vont exprimer leurs oppositions aux réformes, la réforme agraire

notamment. Il va même mettre en prison d'anciens responsables libéraux issus des rangs du FLN, les Oulémas ...

Tu sais quels ont été les premiers opposants de la réforme agraire en Algérie ? C'est les courants islamistes qui tentent de rappeler le principe sacro-saint de la propriété que les islamistes défendent. Ces conservateurs évoquent que toucher à la propriété privée est un sacrilège ! Et les premiers courants d'opposition, ça a été des courants islamistes. Et les courants qui vont préconiser la restitution, qui vont même organiser des marches avec les propriétaires fonciers, c'est le FIS (front du salut islamique), qui va créer le premier syndicat indépendant, qui va s'organiser pour réclamer le retour de leurs terres et la dénationalisation. C'est l'UFIA, l'Union des Fellahs Indépendants d'Algérie, qui était une organisation des propriétaires fonciers dont les terres avaient été nationalisées. L'UFIA a été créée par Ali Belhadj, par le FIS, dans la région de Boufarik. Les gens ignorent tout ça.

Habib - Ali Belhadj était d'origine paysanne ?

Omar - J'en sais rien. Je ne sais pas ce qu'il était, mais enfin, tu sais que ça ne veut rien dire, d'origine paysanne, il avait une idéologie islamiste radicale, wahabiste, réactionnaire sur ce plan-là. C'étaient des conservateurs ! Le noyau dur de l'organisation politique qu'est le FIS est constitué de forces conservatrices, de forces hostiles au développement social et bien sûr au socialisme. Et ça, on a tendance à oublier que, du point de vue social, l'islamisme était allié des conservateurs et puis des libéraux. Les partisans de l'islamisme ont une idéologie totalement libérale, en adéquation les thèses des néoconservateurs américains, français et tout ce que tu voudras. Et ça, on a tendance à oublier quelles sont les bases sociales de tel ou tel parti politique. La base sociale du FIS, c'est la bourgeoisie compradore, c'est la bourgeoisie foncière, c'est des conservateurs du point de vue des idées qui nous ramènent à l'islam des ténèbres. Ce n'est pas l'islam éclairé.

Habib - Oui, est ce que tu irais jusqu'à dire que la première cause de la débâcle de la réforme agraire était la naissance des mouvements islamistes ?

Omar - Oui, ils ont beaucoup joué.

Habib - Est-ce que c'est la première cause ?

Omar - Ce n'est pas la première cause, mais ils ont joué, et ont servi de vecteur. Même si l'islam officiel de l'époque, du côté de Boumediene, en disant l'islam, il y avait des tas de mosquées qui diffusaient « La réforme agraire est juste pour les paysans », tu le sais bien, on a trouvé des sourates, des références religieuses à cet islam des pauvres, tu vois. Mais dans les campagnes, il y avait quand même ces zaouïas. Cette tradition était dominée par des familles de propriétaires fonciers.

Habib - Et dans les années 70, je vais dire 78, 76, la maladie de Boumediene et des années après, ça commençait déjà à s'effriter, non ?

Omar - Oui, ça commençait à s'effriter.

Habib - Les islamistes n'étaient pas puissants, le FIS et compagnie n'étaient pas encore là.

Omar - C'est très compliqué parce que dans l'histoire de la réforme agraire, il faut voir comment elle a été aussi conduite. Il y a eu un ensemble de mesures qui étaient absolument inappropriées et qui ont dressé les populations contre la réforme agraire.

Je donne un exemple. J'étais témoin de cette période. En 1974, le ministre de l'Agriculture de l'époque, qui était un type qui n'était pas un grand partisan de la réforme agraire, décide de la nationalisation du commerce de gros des fruits et légumes. Lorsque la mesure est tombée, moi j'étais en poste à l'époque, chargé de la réforme. Cette réforme du commerce des fruits et légumes n'a pas été suivie d'une nationalisation des moyens de production. Les entrepôts n'ont pas été nationalisés, ni les camions, ni les infrastructures qui servaient les mandataires ! C'est la fonction qui avait été nationalisée. Donc on s'est retrouvés nus, sans aucun moyen. Et quel était le contexte économique et social de l'année 1974 ? La demande de produits agricoles et alimentaires liée à l'emploi et aux revenus explose. Il y avait création de trois ou 4 millions d'emplois en quelques années (entre 1967 et 1974). Les revenus salariaux ont été multipliés par six ou sept, tu as une demande sur les marchés. Et qu'est ce qui s'est passé en lien avec les dysfonctionnements résultant d'une réforme du commerce des fruits et légumes bâclée ? Cette mesure a entraîné des pénuries dans les villes. Et évidemment. Quelle est l'origine de la pénurie ...c'est la réforme agraire disait-on !

Habib - Pénurie de produits agricoles.

Omar - Oui on avait, à Alger des gens qui étaient obligés de se déplacer dans les campagnes pour acheter auprès des exploitants de la pomme de terre, des poivrons, et cetera. Sur le marché il n'y avait quasiment plus rien. Et il y a eu pénurie. Et cette pénurie, à mon avis, qui a été organisée et réfléchi à l'avance, anticipée, a dressé les populations urbaines contre la réforme agraire.

Habib - Et ce serait le ministre qui aurait pensé à ce stratagème ? Ou ses conseillers du moins.

Omar - Moi, à l'époque, j'avais demandé au wali de ne pas appliquer cette mesure... On n'a pas les moyens de distribuer les fruits et les légumes, il faut laisser les mandataires de Sétif continuer leur métier. Tant qu'on n'a pas d'infrastructures, de camions, de dépôts, de circuits organisés. Tu sais ce que c'est un circuit de commercialisation, c'est un circuit ramifié qui implique une bonne connaissance des exploitations agricoles, des producteurs, et qui fonctionne en réseau. L'État n'avait absolument pas les moyens et à l'époque, je me rappelle, on a été rappelé à l'ordre par le ministère de l'agriculture ! Eh bien le résultat ça a été des pénuries terribles qui ont duré un an ou deux. Il a fallu attendre la création de coopératives de fruits et légumes de *souks el fellah*, il a fallu attendre plusieurs années avant que la structure se mette en place.

Et tu sais ce que je découvre dans les années 2000-2010, ce que je découvre. Qui rachète les terres du domaine public ? Qui devient concessionnaire des meilleures terres du secteur public ? Ces fameux mandataires qui contrôlaient le marché à l'époque, ou leurs enfants. C'est eux qui connaissaient le mieux les exploitations, les domaines et ceci et cela, et qui se portent acquéreurs, et qui ont repris le dessus. Tous ceux que je connais, tous ceux que j'ai côtoyés, tous ceux que j'ai enquêtés, dans les années 2000-2010, 2020, nous ramènent à ces gens-là.

Et ils étaient présents. Ils exerçaient une influence. Alors, entre les mandataires, les mouvements religieux, les opposants du FLN, les partis politiques indécis et les mécontents des villes, évidemment, tu avais un faisceau de raisons qui s'opposaient à la réforme agraire, même si c'est une mesure juste ! Et donc il y avait des raisons à la fois pratiques, politiques, idéologiques. Et ce sont ces faisceaux qui expliquaient je ne dis pas l'échec, j'emploie la formule de « mise en échec » de la réforme, et la mise en échec, ce n'est pas l'échec.

Habib - Par une conjonction de ces acteurs.

Omar - On a mis en échec la réforme agraire et ce sont ces raisons que je viens d'évoquer, qui ont été à l'origine des oppositions à la fois urbaines, rurales, religieuses, politiques, et cetera. Aussi tu as les influences des élites influencées par les thèses FMI, Banque mondiale ...

Habib - Avant d'aller plus loin, je reviens au jeune Omar Bessaoud, tu étais donc à l'université jusqu'à la licence, et après tu fais quoi ?

Omar - Je continue mes études, mes recherches. J'écris beaucoup. Je fais partie de l'équipe de recherche. Je fais une thèse que je dépose à l'université d'Alger. Une thèse d'État, en 1989, 90. Trois tomes. Cette thèse, il y a un conseil scientifique de l'institut qui se réunit, qui approuve, un conseil scientifique de l'université qui approuve et un jury qui se constitue. Impossible de la soutenir. Le recteur de l'Université d'Alger devenu ensuite ministre de l'Enseignement supérieur (proche des forces conservatrices du FLN et allié au FIS) qui était mon ancien doyen, et qui me connaissait très bien et détestait mes positions politiques a posé un veto.

Habib - Pourquoi ? Est-ce que tu as une explication ?

Omar - Je vais répondre à cette question. Bien sûr que j'ai une explication. L'explication était politique, c'est à dire que dans le paysage du monde académique de l'époque, j'étais l'un des rares qui avait des positions politiques, idéologiques, théoriques, totalement opposées à mon ex-doyen, qui craignait la suite, c'est-à-dire de me voir siéger dans les jurys de thèses validant telle ou telle thèse de ses amis politiques non soutenables.

Habib - Pour la soutenance comment as-tu fait ?

Omar - J'ai plaidé par la suite ma cause auprès d'un ministre formidable du gouvernement de Boudiaf. Ce ministre donne l'ordre au recteur d'exécuter les décisions du conseil scientifique. Il donne l'ordre d'organiser ma soutenance. Et dans le jury, tu sais qui j'avais ? Un Tunisien, Ben Ramdane. J'avais un jury maghrébin. J'avais Tami El Khiari je crois du côté du Maroc. Ben Ramdane côté tunisien et bien sûr des Algériens. L'ordre donné par le ministre ne fut pas appliqué. Un an après l'assassinat du Président Boudiaf, j'ai eu l'occasion de rencontrer ce ministre qui n'est autre que Ahmed Djebbar qui m'avoua que le recteur Sakhri disposait de soutien dans la hiérarchie militaire (son frère ou un parent semble-t-il !)

Habib - Et donc tu as soutenu à Montpellier.

Omar - Je l'ai soutenue à Montpellier.

Habib - En quelle année ?

Omar - Je l'ai déposée en 93 et soutenu début 94.

Habib - Donc tu es docteur de l'université de Montpellier.

Omar - Oui, oui. Mais je devais être docteur de l'Université d'Alger.

Habib - C'est quoi le titre de ta thèse ?

Omar - « Politiques publiques agricoles et rurales de l'Algérie, de l'autogestion au plan d'ajustement structurel », qui était une analyse de cette politique et de ces revirements, changements, le pourquoi des raisons. L'hypothèse de base était évidemment une hypothèse qui portait sur les problèmes de la rente, de la formation des prix de marché des produits agricoles. La thèse expliquait comment la logique de marché et des prix relatifs avaient été décisive dans l'élaboration des politiques et dans leur fonctionnement. Il y a tout un chapitre d'une cinquantaine de pages où j'explique que les prix des produits agricoles en Algérie, des années 70, 80, étaient des prix de monopole. Où l'offre était en permanence en décalage avec la demande, donc avec des prix élevés. Et ça, ça permettait à ceux qui contrôlaient les marchés, des mandataires jusqu'aux producteurs, qui étaient articulés sur le marché des produits agricoles, d'accumuler et de réinvestir. C'est ça qui leur permettait d'aller louer des parcelles publiques, des dizaines d'hectares à droite à gauche pour accumuler, et ils sont devenus aujourd'hui les maîtres du jeu. Voilà, en gros c'était ça la thèse.

Habib - Il y a plusieurs passages de ta thèse qui ont été publiés, séparément dans des chapitres ...

Omar - Oui mais ce qui est paradoxal, c'est que j'étais l'un des rares à l'époque, à être publié non seulement en Algérie mais à l'étranger. J'étais l'un des rares à être dans les colloques, les séminaires. Personne n'arrivait à expliquer pourquoi Bessaoud n'arrivait pas à soutenir sa thèse. Elle est restée en souffrance trois années. Moi, j'aurais aimé soutenir à Alger. Je n'ai pas pu, pour des raisons politiques. Mais j'ai des amis, comme Aït Amara, qui était l'un des leaders de la réflexion sur les questions paysannes, qui lui, était interdit d'enseigner, interdit d'enseigner parce qu'il avait exprimé lui aussi des positions. Hamid Ait Amara n'a jamais touché sa retraite. Le rectorat s'est opposé à l'application de La loi. Il a eu un jugement sur sa retraite, parce qu'il avait contesté le nombre d'années. Et c'était un ancien Moudjahid. Et il n'a vécu jusqu'à la fin de sa vie qu'avec sa pension d'ancien moudjahid et pas sa pension de prof d'université.

Habib - Toi tu es rentré à l'université en 75, en tant que maître assistant.

Omar - Assistant d'abord et après maître assistant.

Habib - Assistant et maitre-assistant, titulaire et tu restes en poste jusqu'en 93.

Omar - Jusqu'en 93, oui, c'est ça.

Habib - Et en 93, on te trouve à Montpellier. C'était une opportunité ?

Omar - Non, c'était parce que je connaissais, parce que j'avais des amitiés et parce que j'avais un prof que je connaissais bien, Roland Pérès, qui était directeur de l'Institut, qui était un pied noir d'Oran.

Habib - L'IAM

Omar - L'IAM me connaissait bien. On m'a confié quelques cours. Et puis il y a eu le décès d'un des profs de l'époque, Pierre Coulomb, qui fut membre de mon jury et avec lequel je travaillais. Quand Pierre Coulomb disparaît, c'est moi qui ai pris l'enseignement de politique publique à l'Institut. C'est comme ça que j'ai engagé à l'âge de 44 an une nouvelle carrière.

Habib - Tu as accumulé des expériences qui te donnent des statuts et des connaissances,

des choses qui te donnent un statut.

Omar - J'avais déjà 24 ans lorsque je m'étais engagé dans la fonction publique algérienne. Près de 25 ans lorsque je rejoins l'Université où j'ai enseigné jusqu'en 1993...Et plus de 40 lorsque j'ai été obligé de me replier en France à la suite de menaces proférées et dictées par les islamistes. Ma famille m'a poussé à partir pour échapper au terrorisme qui touchait les intellectuels engagés.

Habib - Tu étais dans leurs fiches ?

Omar - Ah oui, bien sûr, j'étais dans leur fichier.

Habib - C'est un truc que t'as imaginé ?

Omar - Non, non, non, pas du tout. J'ai reçu des menaces, je ne pouvais plus mettre les pieds à la fac, je ne pouvais plus enseigner.

Habib - Tu as quitté l'université ?

Omar - Ah j'ai quitté, bien sûr parce quels étaient les lieux où on assassinait les gens, c'est leur lieu de travail et leur lieu de résidence. J'ai quitté à la fois l'université et la maison.

Habib - Et ta famille est restée ...

Omar - Ma famille était à Alger. Ma famille s'est installée, à la suite de mon départ, chez mes beaux-parents. Elle n'a pu me rejoindre que l'année suivante, c'est-à-dire en 1994.

Habib - Et dès que tu as quitté l'université d'Alger, que s'est-il passé ?

Omar - J'ai rejoint l'IAM où ma titularisation est intervenue fin des années 90. Et puis voilà, j'ai fait carrière jusqu'à septembre 2017. J'exerce encore la fonction de professeur associé.

Habib - Ah tu donnes encore des cours ?

Omar - Oui, je donne des cours. Un seul cours que j'ai choisi de garder et que je dispense à la fois là-bas, à Alger, à Beyrouth, un peu partout, c'est le cours de politique publique.

Habib - Tu dis souvent que tu es un Khaldounien. Ça veut dire quoi être Khaldounien pour toi, l'intellectuel, économiste, algérien ?

Omar - Khaldounien pour moi c'est ...d'abord cet auteur que j'ai aimé, que j'ai lu, donc j'ai apprécié les travaux, y compris sur les questions foncières, les questions économiques.

Habib - Tu le cites souvent.

Omar - Oui, je cite souvent Ibn Khaldoun, d'abord parce que je suis maghrébin, j'ai une idée de la maghrébinité. Cette relation que j'ai fraternelle avec mes collègues tunisiens. Je me sens chez moi quand je suis à Tunis et à Rabat ...

Habib - On est dans l'affectif ou dans le politique ?

Omar - Il y a l'affectif et la complicité politique, idéologique, culturelle. Il y a notre souci de voir

nos pays se développer, de se libérer des liens de dépendance néo coloniaux. Tu vois, notre conception du monde tout ça. Les mêmes valeurs. À Meknès les copains de Meknès, de Rabat ou de Tunis, on partage ces valeurs. J'ai eu beaucoup, beaucoup d'amis et j'ai appris à connaître le Maghreb depuis que je le fréquente, c'est à dire les années 80. On s'est retrouvés dans des tas de séminaires, des colloques et des réseaux.

Et puis il y a cette aussi, cette espèce d'admiration que j'ai pour le penseur. Comment ce penseur qui vit pratiquement la période de déclin du Maghreb, du XIV^e siècle qui écrit sur ce déclin et les raisons de ce déclin, a une lucidité intellectuelle, une espèce de rationalité, je dis bien une rationalité, au sens wébérien du terme, qui est absolument en avance, y compris sur la pensée moderne occidentale. Il est d'une grande modernité. Son interprétation de l'histoire, sa compréhension de l'histoire, ce n'est pas une histoire des rois, des dynasties, mais les faits et les raisons qui conduisent à l'émergence, à la prospérité et au déclin des dynasties, à ce rapport qui était celui du Maghreb entre nomades et sédentaires. C'est avec Ibn Khaldoun que je découvre que le Maghreb était avant tout une région, un pays non pas de paysans, mais de nomades d'abord. Tu vois ce que je veux dire ? Tu as une thèse que tu connais certainement, l'Olivier et le mouton. Des tas de régions, c'était le pays du mouton même l'Algérie.

Habib - « Du mouton à l'olivier ».

Omar - Du mouton à l'olivier. A propos de la réforme agraire. On a beaucoup parlé de cette, ce lien entre l'homme et la terre. Il n'est pas si évident que ça. Il n'est pas si évident que ça. Pourquoi ? Parce que le mode général de propriété n'était pas le mode du *melk*. Le *melk* appartient à la cité. C'est le *âarch* qui a dominé.

Habib - Oui, les communs.

Omar - Les communs qu'on redécouvre aujourd'hui et que nos dirigeants, ceux qui pensent la question foncière, remettent en question en disant il faut privatiser les communs, tu sais bien ça. L'utilisation des terres collectives au Maroc.

Habib - Ben Salah avait sorti la première loi.

Omar - La Tunisie. Et l'Algérie, ce projet de « melkiser » aussi, de privatiser les communs alors qu'aujourd'hui on sait que c'est ce patrimoine qu'il faut conserver. Et donc je découvre avec Ibn Khaldoun. Et c'est vrai que les citadins ont été décisifs dans l'évolution des campagnes. C'est à partir des cités que se diffusent les cultures. Les régions les plus prospères ce sont des régions du Haouz, du Fahs, ce sont les régions, qui sur le plan agronomique, sur le plan de la richesse, des cultures, et cetera : ce ne sont pas les zones de montagne ou de plaines arides ! Les zones des montagnes, c'est des terroirs aménagés, tout ce que tu voudras, mais cela ne suffit pas. Aucune dynastie, nous rappelle Ibn Khaldou, ne s'est construite sans arrière-pays riche. La dynastie de Tlemcen, c'est la plaine de la Tafna, la dynastie mérinides ou les idrissides se sont déployées du côté de Fès et de la plaine du Saïss. Les dynasties du côté de Marrakech, les Hafsides du côté de la plaine de Tunis et de ses périphéries.

Habib - Alors j'ai une troisième, deux dernières questions, on s'approche de la fin. Je peux me tromper, mais je crois t'avoir lu beaucoup, beaucoup de choses. Tu ne t'appuies jamais sur Gramsci et surtout son travail sur la question méridionale qui à mon avis était utilisable dans nos pays.

Omar - Je ne sais pas, Gramsci je connais, j'ai beaucoup aimé, non, je connais, mais je connais plus de Gramsci la question des élites, de l'intelligentsia. J'ai appris de Gramsci et de ses cahiers de prison, comment s'est bâti le fascisme, comment il a prospéré sur la base des sociétés traditionnelles en voie de décomposition, avec des élites rurales qui migrent massivement et qui prennent le contrôle de la pensée, du politique, etc. Tu retrouves ça en Turquie avec le mouvement d'Erdogan. C'est un mouvement rural avec des élites rurales. Et donc je me suis intéressé à Gramsci par rapport à ces questions politiques et pas aux questions économiques et notamment la question méridionale.

Habib - Alors moi, je vais finir et je vais te poser quand même une question : si tu dois me donner deux actions, deux choses que tu as faites, publication, enseignement, action politique, n'importe, desquelles tu es le plus fier, aujourd'hui ?

Omar - Le plus fier, ce sont mes papiers sur la destruction des tribus, sur la propriété foncière, sur les questions foncières de la période coloniale. Ce sont mes travaux d'histoire, ceux dont je suis le plus fier, mes travaux d'histoire. Moi j'ai fait de cette question de la terre une question fondamentale parce que je l'ai vécue avec les paysans. Je sais ce que les spoliations ont coûté à la société algérienne. Tu sais, les tribus que j'ai rencontrées dans mes ... parce que tu sais, lorsqu'on faisait des travaux de la réforme agraire, on travaillait sur les sénatus consulte de 1863. Parce que c'est eux qui ont recensé, qui ont cadastré, ont circonscrit les périmètres des terres publiques, des terres *âarch*, des terres privées, et cetera. Et c'est là où j'ai vu ce qu'a été le drame des tribus algériennes, dispersées ... J'ai aussi un travail sur Ibn Khaldoun, Ibn Khaldoun et la question paysanne publié dans une revue du CRASC d'Oran.

Une autre raison de ma fierté : j'ai formé des générations de Tunisiens, de Marocains et d'Algériens. J'ai peut-être plus œuvré pour la formation académique, pour l'Algérie en étant au CIHEAM qu'en étant en Algérie.

Habib - Et moi, je suis très fier de t'avoir rencontré ! Est-ce que tu as quelque chose que tu aurais aimé faire, que tu n'as pas fait, qui reste une frustration ? Est-ce qu'il y a quelque chose que tu n'as jamais eu l'occasion ou pu faire ?

Omar - Non, je ne crois pas. Tout ce que j'ai fait ce sont des choix personnels. J'ai aimé les faire. J'ai aimé mes publics maghrébins à Tunis, à Rabat, Beyrouth, à Bari, en Italie, à Saragosse. Non, non, non, je pense avoir travaillé sur toute la Méditerranée.

Habib - Notamment le volume de la FAO que tu as coordonné sur la petite paysannerie.

Omar - C'est un numéro que j'ai coordonné au nom du CIHEAM : j'ai coordonné le travail sur la petite agriculture familiale en Tunisie, en Algérie et au Liban.